

# Approvisionnement en produits pétroliers : Le Mali réceptionne 2 millions de litres de gazole

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

LUNDI 16 MAI 2022

# 1098

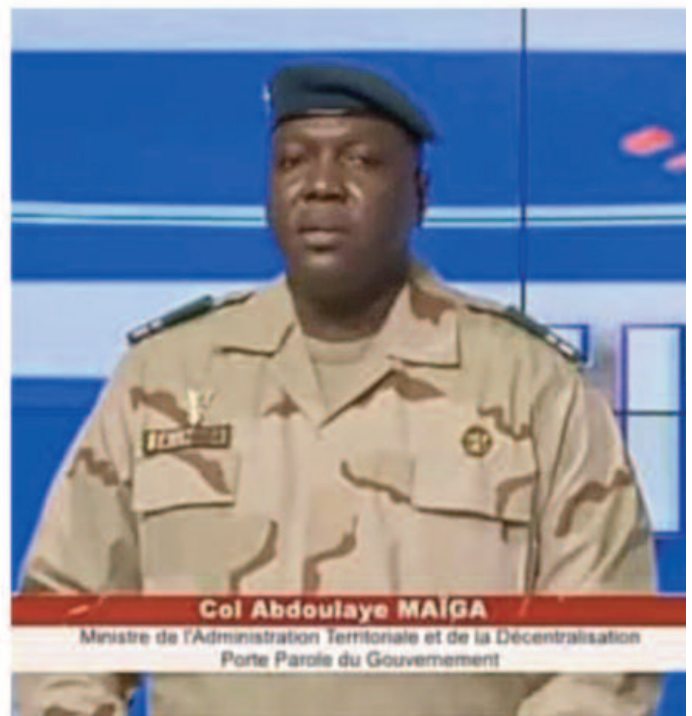
# Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



## Retrait du Mali du G5-Sahel



Col Abdoulaye MAÏGA

Ministre de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation  
Porte Parole du Gouvernement

# « Le Mali n'est pas un sous-Etat »



### Niger-Mali : La société civile engagée pour le respect des biens publics !



### Accès aux services judiciaires pour tous : Les capacités des régisseurs de prisons renforcées



# COVID 19

## CORONA VIRUS

PROTEGEONS NOUS ET PROTEGEONS LES AUTRES

Suivi des actions de prévention et de riposte au

**15** Mai  
2022

## RESPECTONS LES MESURES BARRIÈRES



Porter le masque quand la distance de sécurité ne peut être respectée



Se laver les mains régulièrement



Tousser ou éternuer dans le coude



Respecter la distance de sécurité



Utiliser le gel hydro-alcoolique pour vous désinfecter les mains



Eviter de se serrer les mains



Eviter de se toucher le visage : la bouche, les yeux ou le nez

Echantillons testés

**624**

Nouveaux cas confirmés

**01**

Nouveaux guéris

**01**

Nouveaux décès

**00**

Au cours des dernières 24 H

**07** malades hospitalisés dans les structures de prise en charge dont  
**03** cas graves en soins intensifs  
**85** suivis à domicile

### Bilan global de la situation du Covid 19

**cas confirmés**

**31 004**

**Guéris**

**30 089**

**Décès**

**733**

dont 95 font l'objet d'un suivi médical



**MALIKILÉ**

Sensibilisation

Ministère de la Santé et du Développement Social

P.17



P.25



P.28



## / Une /

Retrait du Mali du G5-Sahel : « Le Mali n'est pas un sous-Etat »

P.5

## / Brèves /

Konimba Sidibé : « Halte au saccage du M5-RFP et de la fondation du Mali Kura ! »

P.16

Anniversaire du décès de Mamadou Konaté : Le Premier ministre assiste à l'hommage

P.16

Les maliens manifestent leur soutien aux FAMA dans la capitale Bamako et à l'intérieur

du pays : A l'appel de plusieurs organisations de la société civile au Mali

P.17

Cercle de Yélimané : La pénurie d'eau est désormais un mauvais souvenir à Sigeige

P.17

Lutte contre la corruption : Près de 1200 personnes auditionnées par le Pôle Economique et Financier de Bamako

P.18

Médiation du président Faure : Pour un « compromis respectable » pour Mali

P.18

## / Actualité /

Régions de Sikasso et Ségou : L'APEJ et l'ANPE vont générer 2 200 emplois à travers l'appui de LuxDev

P.20

Modibo Mao Makalou, Économiste : « L'arrêt des décaissements de la Banque Mondiale à terme aura une conséquence assez fâcheuse sur notre économie »

P.21

École Nationale de Police : Sortie de la 28ème promotion des élèves sous-officiers de police, baptisée "Adjudant de police feu Cheick Abou Keïta"

P.23

Approvisionnement en produits pétroliers : Le Mali réceptionne 2 millions de litres de gazole

P.24

Insécurité à Djenné : Les notabilités tirent la sonnette d'alarme

P.25

Accès aux services judiciaires pour tous : Les capacités des régisseurs de prisons renforcées

P.26

## / Politique /

Nouvelle loi électorale : Le CNT entame des consultations

P.28

Niger-Mali : La société civile engagée pour le respect des biens publics !

P.29

## / Culture & société /

Kabako : Il meurt (d'une crise cardiaque) en enterrant une femme qu'il vient de tuer

P.30

## / International /

Côte d'Ivoire : Hommage des députés à feu Amadou Soumahoro

P.31

Utilisation du reliquat des DTS en Guinée : Le CNRD annonce de gros projets dans des fiefs de Dalein

P.32

## / Sport /

MERCATO-PSG : Zahavi propose au Qatar le successeur de MBAPPÉ !

P.33

Journées Sportives et citoyennes pour la consolidation de la paix : Bandiagara revivifié par le ministre Mossa Ag Attaher

P.34

## Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

**Siège :** Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié [Bamako – Mali]

**Email :** ampikile@gmail.com

**Site Web :** www.malikile.com

**Contacts :** +223 70 44 22 23

• **Gérant :** Moctar Sow

• **Redacteur en Chef :** .....

• **Rédaction Générale :** Karamoko B. Keïta, Moctar Sow, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo

• **Service Commercial :** Youssouf Diarra

• **Secrétariat :** .....



**Aidez-nous à lutter  
contre le Terrorisme  
Contactez le Centre  
d'appel « DÈMÉSO »**



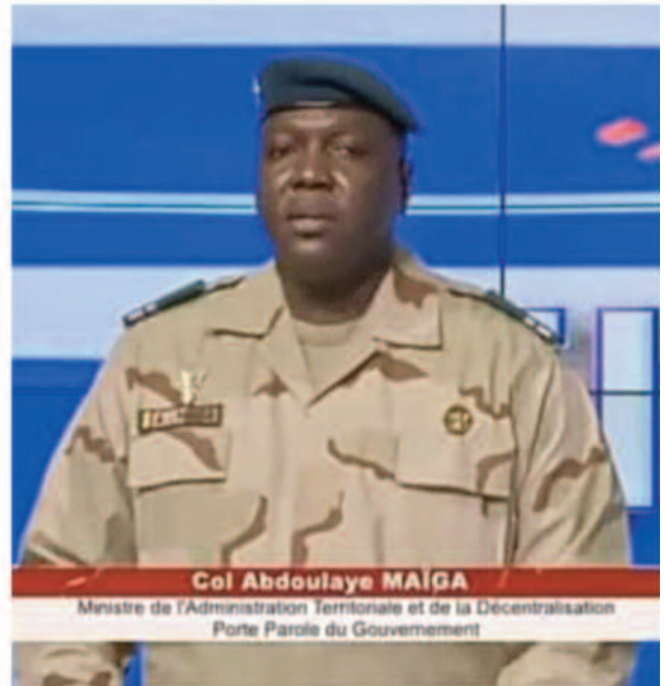
**80001120  
80001122**



**+223 98-17-36-45  
+223 98-17-36-75**



**HALTE AU  
TERRORISME  
AU MALI**



## Retrait du Mali du G5-Sahel

### « Le Mali n'est pas un sous-Etat »

L'annonce-choc est intervenu en début du 20 heures du Journal Télévisé de l'Office de Radiotélévision du Mali (ORTM) d'hier 15 mai : le Mali se retire de tous les organes et instances du G5-Sahel, un cadre institutionnel de coordination et de suivi de la coopération régionale en matière de politiques de développement et de sécurité, créé par cinq États du Sahel que sont le Burkina Faso, le Mali, la Mauritanie, le Niger et le Tchad. Le développement et la sécurité constituent le binôme, les deux piliers de cette organisation qui considèrent que développement économique et sécurité sont étroitement liés. Le Sahel, au-delà des appartenances à des organisations sous régionales différentes (CEDEAO et UEMOA pour le Mali, le Burkina Faso et le Niger, la CEMAC pour le Tchad et Union du Maghreb Arabe – UMA- pour la Mauritanie) et à aires géographiques (Afrique de l'Ouest – Maghreb - Afrique Centrale) constitue le socle commun et l'objectif premier la lutte contre le terrorisme notamment dans l'espace sahélien. Mais voilà que des querelles intestines à l'UE-

MOA et à la CEDEAO, qui a suspendu le Mali, déteignent sur le G5-Sahel au point de menacer son existence. En effet « **Le Gouvernement de la République du Mali rappelle que la non-tenu à Bamako de la 8ème session ordinaire de la Conférence des Chefs d'Etat des pays membres du G5 Sahel, ainsi que des réunions statutaires des autres organes constituent une violation d'une décision prise par l'Institution, mais aussi celle des textes de base du G5 Sahel.**

**Le Gouvernement de la République du Mali rejette fermement l'argument d'un Etat membre du G5 Sahel qui avance la situation politique interne nationale pour s'opposer à l'exercice par le Mali de la présidence du G5 Sahel. En effet, aucun texte juridique du G5 sahel ne prévoit des restrictions contre un Etat membre, sur la base de sa situation politique nationale. En la matière, aucune disposition des textes de cette Institution ne prévoit qu'elle puisse également endosser des**

**sanctions ou restrictions édictées par d'autres organisations à l'endroit d'un Etat membre ».**

Bamako considère donc que le fait pour le G5-Sahel de refuser de lui céder la présidence tournante de l'organisation alors que son tour est arrivé depuis trois mois est une « **discrimination négative** » inacceptable qui repose sur une « **politique de deux poids, deux mesures** » inspirées, pour être clair sur les non-dits, par la France qui manipule le Niger. Pour les autorités maliennes en effet, cette instrumentalisation du G5-Sahel qui tend « **à transformer le Mali en sous-Etat** » porte atteinte à « **l'honneur et à la dignité du Mali** », ce qui est absolument intolérable. Surtout, ajoute le colonel Abdoulaye Maiga, ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation, Porte-parole du Gouvernement que le Mali a utilisé depuis de nombreuses semaines toutes les voies diplomatiques pour solutionner le problème posé. Mais en vain !

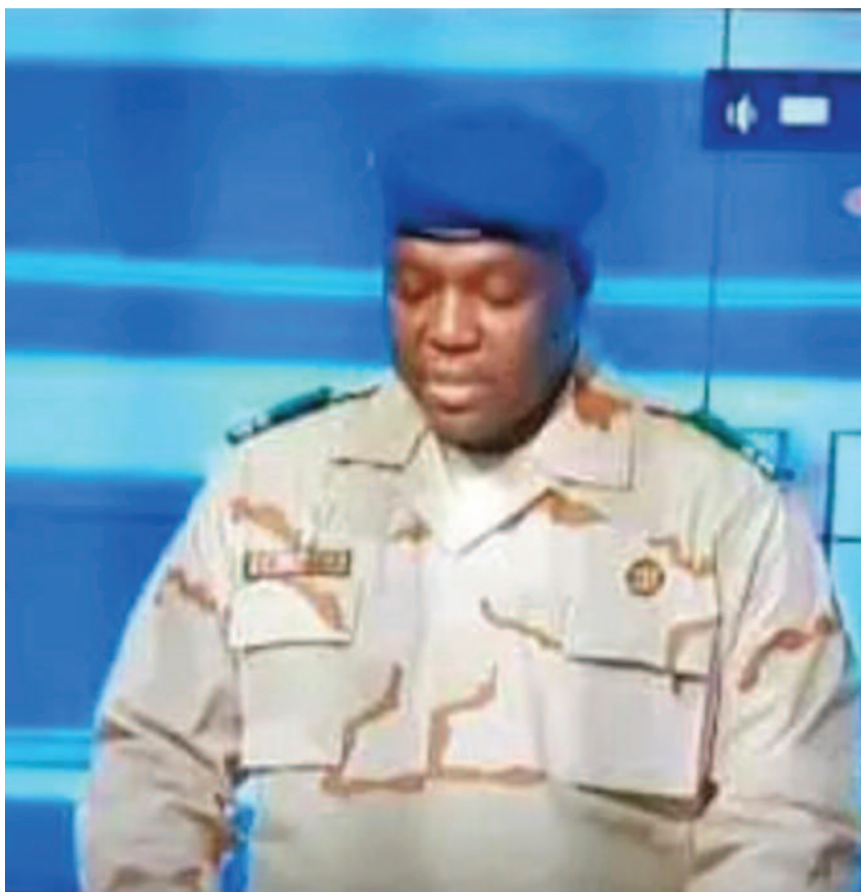
En conséquence de tous ces agissements « **le**

Gouvernement de la République du Mali décide de se retirer de tous les organes et instances du G5 Sahel, y compris la Force conjointe ». Mais, précise le colonel Maiga « Ceci n'entachera en rien toute cette qualité exceptionnelle et profonde que nous partageons à la fois sur le plan bilatéral avec ces états membres et bien entendu avec les différents peuples ». Cette précision est de taille si l'on sait que le Tchad a plusieurs centaines de ses soldats déployés au Mali et que la Mauritanie sert de nouveau port d'approvisionnement pour le Mali.

La question qui se pose aujourd'hui est la suivante : que sera le G5-Sahel sans le Mali géographiquement situé au centre de son périmètre d'intervention ?

**En encadré le Communiqué n°030 du Gouvernement de la Transition du 15 mai 2022 et l'interview du colonel Abdoulaye Maiga, ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation à l'ORTM.**

■ Moctar Sow



MINISTÈRE DE L'ADMINISTRATION  
TERRITORIALE ET DE LA  
DECENTRALISATION



REPUBLIQUE DU MALI  
Un Peuple – Un But – Une Foi

## COMMUNIQUE N°030 DU GOUVERNEMENT DE LA TRANSITION

Le Gouvernement de la République du Mali informe l'opinion nationale et internationale qu'à l'issue des travaux de la 7<sup>ème</sup> session ordinaire de la Conférence des Chefs d'Etat des pays membres du G5 Sahel, tenue le 15 février 2021 à N'Djamena, les Chefs d'Etat avaient convenu de tenir la 8<sup>ème</sup> session ordinaire à Bamako, en février 2022.

Conformément à la pratique établie, cette session devrait ainsi consacrer le début de la Présidence malienne du G5 Sahel.

Cependant, près d'un trimestre après le terme indiqué, ladite session de la Conférence des Chefs d'Etat des pays membres du G5 Sahel ne s'est toujours pas tenue, en dépit des multiples initiatives prises par le Mali dans ce sens auprès des instances du G5 Sahel, pour y attirer leur attention.

Dans sa dernière correspondance en date du 22 avril 2022, adressée à Son Excellence Le Général Mahamat Idriss DEBY ITNO, Président du Conseil Militaire de Transition, Président de la République du Tchad et Président en exercice du G5 Sahel, le Président de la Transition, Chef de l'Etat du Mali, Son Excellence le Colonel Assimi Goïta, avait prévenu qu'en l'absence de progrès substantiel sur la question d'ici le 15 mai 2022, la République du Mali se verra dans l'obligation de suspendre sa participation aux organes du G5 Sahel y compris la Force Conjointe.

Le Gouvernement de la République du Mali rappelle que la non tenue à Bamako de la 8<sup>ème</sup> session ordinaire de la Conférence des Chefs d'Etat des pays membres du G5 Sahel, ainsi que des réunions statutaires des autres organes constituent une violation d'une décision prise par l'Institution, mais aussi celle des textes de base du G5 Sahel.



<https://m.facebook.com/matdmali/posts>

Le Gouvernement de la République du Mali rejette fermement l'argument d'un Etat membre du G5 Sahel qui avance la situation politique interne nationale pour s'opposer à l'exercice par le Mali de la présidence du G5 Sahel. En effet, aucun texte juridique du G5 sahel ne prévoit des restrictions contre un Etat membre, sur la base de sa situation politique nationale. En la matière, aucune disposition des textes de cette Institution ne prévoit qu'elle puisse également endosser des sanctions ou restrictions édictées par d'autres organisations à l'endroit d'un Etat membre.

L'opposition de certains Etats du G5 Sahel à la présidence du Mali est liée aux manœuvres d'un Etat extra-régional visant désespérément à isoler le Mali. De cette situation, le Gouvernement de la République du Mali en déduit une perte d'autonomie de décision, une instrumentalisation et un dysfonctionnement grave des organes du G5 Sahel, notamment la Conférence des Chefs d'Etat et le Secrétariat exécutif dont le Programme de travail annuel et le Budget 2022 ne sont toujours pas adoptés par le Conseil des Ministres de l'Institution.

L'instrumentalisation d'une Institution comme le G5 Sahel dont le mandat est de mutualiser les moyens pour garantir des conditions de développement et de sécurité dans l'espace des pays membres est fondamentalement contraire aux intérêts de nos pays et de nos peuples qui font face à d'importants défis dans le domaine de la lutte contre le terrorisme.

En conséquence, le Gouvernement de la République du Mali décide de se retirer de tous les organes et instances du G5 Sahel, y compris la Force conjointe.

Cette décision sera notifiée aux Etats membres de l'organisation conformément à la procédure prévue en la matière.

Le Gouvernement de la République du Mali réaffirme son engagement constant en faveur de l'intégration et de la coopération régionales pour la réalisation d'objectifs qui servent les intérêts majeurs des peuples africains.

Que Dieu bénisse le Mali !

Bamako, le 15 mai 2022

**Le Ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation,  
Porte-parole du Gouvernement,**



**Colonel Abdoulaye MAIGA**

Chevalier de l'Ordre National



<https://m.facebook.com/matdmali/posts>

2



# TRANSCRIPTION DÉCLARATION DU MATD

**J**e voudrais rappeler que le G5 sahel est un mécanisme régional dont la seule mission et le seul objectif est de réussir l'exercice développement sécurité au profit des 5 États membres qui composent le G5 Sahel à savoir le Burkina Faso, la Mauritanie, le Mali, le Niger et le Tchad. La présidence de ce mécanisme régional est une présidence tournante. Le Tchad qui assure la présidence depuis l'année dernière devrait normalement céder le témoin au Mali depuis le mois de février 2022. Malheureusement, ça n'a pas été le cas. L'argument regrettable avancé par certains États membres, c'est de faire allusion à la situation politique interne du Mali. Évidemment les sanctions ; on ne dira jamais assez sanctions illégales, illégitimes et inhumaines prises contre le Mali par la CEDEAO et l'UEMOA.

## Quels sont les constats fait par notre pays ?

Globalement le gouvernement fait deux constats. Premier constat, c'est d'abord la discrimination. Discrimination négative dont le Mali est victime. Cette discrimination est l'application de règle différente à une situation identique. Le Tchad tout comme le Mali traverse une transition politique. Donc nous ne pouvons pas accepter que nous soyons victime de cette discrimination. Nous rejetons catégoriquement la politique de deux poids deux mesures bien attendu l'application de règle à géométrie variable. Ce qu'on déplore le plus c'est que cette situation ressemble à la triste histoire du chameau qui se moquerait de la bosse du dromadaire.

Ce qu'on doit souligner le Mali est l'un des rares pays du G5 Sahel à être à jour dans les cotisations. Le second constat nous le savons le G5 sahel n'est membre ni de UEMOA ni de la CEDEAO. Évidemment on se poserait la question en quoi ces sanctions illégales, inhumaines prises par ces institutions concernent le G5 Sahel. Voilà les deux constats que le gouvernement a posés.

## ORTM : Et vous avez un dernier mot après la lecture de ce communiqué ?

Le MATD : Un dernier mot, je voudrais juste rappeler que le G5 Sahel comme toutes les organisations internationales, repose sur le principe de légalité de ses états membres. A ce jour bien entendu, il y a une forte tendance à transformer le Mali en sous état. Chose que nous n'accepterons évidemment pas. Chose que nous considérons comme étant une atteinte à notre dignité et notre honneur. Qu'à cela ne tienne, il faut quand-même rappeler aujourd'hui que nous avons toutes les preuves de notre bonne foi. En particulier la lettre de S.E le colonel Assimi Goita président de la Transition chef de l'État adressée au président en exercice du G5 Sahel. Lettre dans laquelle on attire leur attention que nous voudrions très clairement un délai. Leur disant que la situation discriminatoire dans laquelle ils veulent nous soumettre ne sera pas acceptée. Je pense que cette lettre on peut la brandir avec fierté, grâce à la sa-

gesse du président, c'était depuis février 2022. On aurait pu tout simplement nous retirer sans autre avertissement. Mais le président a quand-même décidé de prendre le temps. 3 mois à peu près, avant d'envoyer cette lettre. Avant la lettre il y a eu beaucoup de démarches diplomatiques, évidemment pour attirer l'attention des responsables du G5 Sahel, mais les lignes n'ont pas bougé. Et compte tenu de la gravité des faits, le gouvernement a ré-évalué la situation, pour passer de l'annonce initiale qui était la suspension, une suspension peut-être de quelques mois à un retrait pur et simple qui correspond bien entendu la gravité des faits. Je voudrais quand-même saisir cette opportunité qui m'est offerte pour insister que cette situation n'entache en rien la bonne qualité des relations exceptionnelles bilatérales que le Mali entretient avec le Tchad. Nous savons également que le peuple malien, le peuple burkinabé et le peuple nigérien et le peuple mauritanien ont des liens séculaires très profonds. Ceci n'entachera en rien toute cette qualité exceptionnelle et profonde que nous partageons à la fois sur le plan bilatéral avec ces états membres et bien entendu avec les différents peuples.

Je vous remercie

## ■ Croissanceafrique.com



(CROISSANCE AFRIQUE)-L'Office for National Statistics a déclaré que l'économie du Royaume-Uni avait enregistré une croissance de 0,8 % sur une base trimestrielle au premier trimestre de cette année, contre 1,3 % au trimestre précédent, contrevenant aux attentes des analystes qui prévoient une croissance de 1 %. Selon L'Agence Anadolu, les données officielles ont montré, jeudi, que le produit intérieur brut britannique (PIB) s'est contracté de 0,1 % en mars dernier, sur une base mensuelle, par rapport à une croissance de 0,1 % en février précédent....



## ■ Primature du Mali



Primature : Le motocycliste nigérian, Kunle Adeyanju, reçu par le Premier ministre de la transition.

Le Premier ministre, Chef du Gouvernement Choguel Kokalla Maïga, a reçu le samedi 14 mai 2022, au Centre international de conférence de Bamako, M.Kunle Adeyanju.

Ce nigérian a effectué le trajet entre Londres et Lagos à moto. Depuis quelques jours, il est au Mali, pays qu'il déclare aimer. Il a félicité également le Chef du Gouvernement pour son leadership. Choguel Kokalla Maïga a également félicité et encouragé son hôte pour le périple effectué pour être au Mali.

« Nous vous remercions d'être passé par le Mali malgré l'image que notre pays a, à l'extérieur. Les maliens parlent d'une même voix, ils veulent la restauration de la sécurité, de leur dignité et de la souveraineté »

CCR/Primature



## ■ Ouverture Média - OM



OM INFO : #URGENT

L'activiste Sekou Tounkara alias le politologue vient d'être arrêté. Celui qui se fait appeler le Politologue depuis New York était en séjour à Bamako depuis quelques jours. Nous y reviendrons.

#OM #TD



OM INFO : #URGENT

L'humoriste malien KANTÉ interpellé par la BIJ. D'après nos informations, cette interpellation fait suite à l'ouverture d'une enquête judiciaire contre la page dénommée « Mali Jolies Dew » par le parquet de la Commune 4 en début de semaine.

#OM #TD



## ■ Kati 24



Assimi Goïta, le Président des Maliens  
Les constats prouvent qu'aujourd'hui, le président malien de la transition ne touche plus à son fonds de souveraineté. Au lieu des 2/3, promis pour la réalisation d'œuvres au profit des populations, c'est tout le fonds de souveraineté du Colonel Assimi Goïta qui est utilisé maintenant pour la réalisation d'infrastructures hydrauliques, l'achat d'équipements médicaux, de vivres, de moulins, de motos pour personne en situation de handicap, de fournitures scolaires, etc.

NB: Aucun chef d'Etat malien n'a renoncé de la sorte à son fonds de souveraineté.



## ■ Issa Kaba



Au baptême de la fille du Président Modibo Fofana .



## ■ Ammy Baba Cisse



Le Mamadou Doumbouya veut faire du Alpha Conde. Interdire toute manifestation. Il était avec Conde pour mater les mêmes.

Des partis qui ont participé à la manifestation au Tchad se désolident dans des déclarations après les casses. Ah africains

**Drissa Kanambaye**  
9h · 🌐

Du 11 février au 10 mai: c'est le temps que mon container a mis entre Dakar et Bamako. J'ai payé au moins 2 fois la valeur du contenu (juste pour ce tronçon). Et je n'ai encore pas fini avec la douane du Mali. Le pire, il ne contient que des dons pour une action sociale. Ma bonne intention s'est transformée en cauchemar. Il est grand temps de trouver une solution à l'embargo. "Nul homme n'est une île"!



## ■ NIANG TV



Je dis, je signe et je persiste, on ne peut pas parler de la justice et de la Sécurité publique nationale sans l'administration pénitentiaire.

Nous sommes au début de toute procédure judiciaire à travers la détention préventive et à la fin à travers l'exécution de sentence pénale. En ce qui concerne la sécurité publique nationale, nous participons pleinement à travers la Sécurisation des établissements pénitentiaires qui constituent de points stratégiques dans la politique de défense et Sécurité.

Nous avons également la lourde mission de la rééducation et la réinsertion sociale des pensionnaires condamnés pour un bon retour dans la société.

On a pas peur du mandat de dépôt mais on a plutôt peur de la prison alors, ceux qui travaillent dans ce domaine pénitentiaire doivent avoir beaucoup d'attention venant des autorités dans leur organisation, structuration et fonctionnement.

On conduit le troupeau avec un seul bâton mais chaque individu a son bâton de à conduire.

Une rappelons une fois de plus les autorités de la transition a accéléré la rectification de l'ordonnance portant unification des grilles avant que les esprits ne s'échauffent.

Le Mali-Kura oblige



## ■ Afrik.com



Martin Bakole, 1,98 mètre, est un boxeur professionnel congolais vivant à Airdrie, en Écosse.

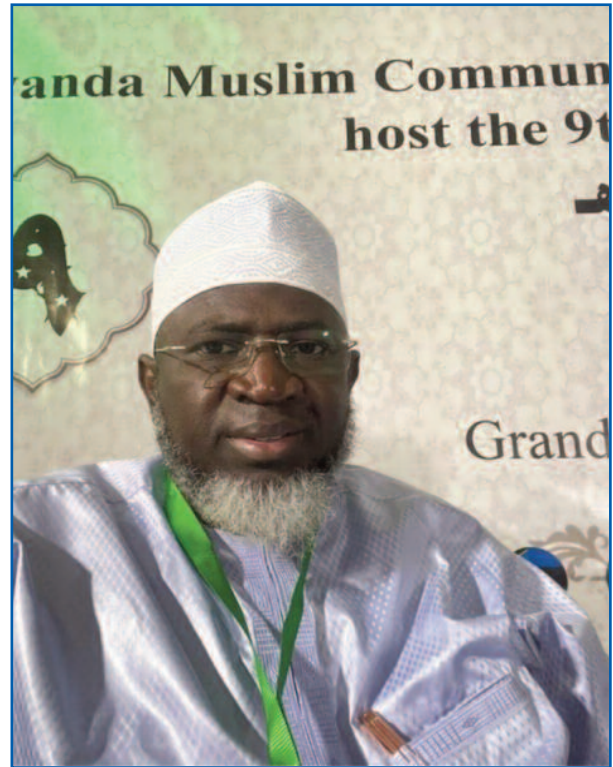
Il est né le 1er juin 1993 à Kananga, dans le centre de la République Démocratique du Congo. Il est le frère cadet du boxeur Ilunga Makabu, champion du monde WBC des lourds-légers.



## ■ YBC-Communication



Imam Dr Ousmane Salia Traore (Abou Solih) le promoteur du centre Alfirmaw et le président des unions des Medersas et des écoles coraniques au Mali a représenté le Mali <sup>OBJ</sup> en tant que membre du jury international au concours international coranique tenu au Rwanda (Kigali) pays de Paul que j'ai erré autour. Dr Ousmane sôli Traoré



## ■ Ministère De L'Emploi Et De La Formation Professionnelle Du Mali



MALI : 66 ème ANNIVERSAIRE DE LA DISPARITION DE MAMADOU KONATÉ

L'HOMMAGE DE LA REPRÉSENTATION NATIONALE AU «SAINT-PÈRE» Le Ministre de l'Entreprenariat National, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle , M. Bakary DOUMBIA a pris part à la 66 eme anniversaire de la disparition de Mamadou Konaté dont la cérémonie d'hommage de la nation et commémoratif du 66e anniversaire du décès de Mamadou KONATE , présidée par le Premier Ministre, Chef de gouvernement Dr Choguel Kokala Maiga en présence d'autres membres du Gouvernement et d'autres personnalités, c'était samedi 14 mai 2022 au Centre International des Conférences de Bamako (CICB).

En rappel : Mamadou Konaté est le Père fondateur de l'Union Sou-

danaise section du Rassemblement Démocratique Africain ( US-RDA ) qui a conduit notre pays à l'Indépendance et s'est éteint le vendredi 11 mai 1956 en plein mois de ramadan.

SOURCE: CCOM/MENEFP



## ■ Mahamadou Diakite



Le Béninois KEMY SEBA accueilli comme panafricaniste, un messie ou un héros selon l'appréciation des uns et des autres, pousse la jeunesse, qui est une couche vulnérable à la manipulation dans les couloirs du boulevard de l'indépendance ou même pousser la jeunesse Africaine en générale à haïr la France, notre partenaire historique et stratégique. Or lui même est détenteur de la nationalité française sans donner jusqu'à preuve contraire une renonciation. Tout or ne brille pas !!!



## ■ CDR MEDIA



Hommage à Bob Marley:

Ce fut une soirée de communion avec Bob, de fraternité avec le peuple, de prêche patriotique, de danse vertueuse, de remerciement à Jah le tout puissant, à l'opérateur Téléphonique Orange pour leur soutien inconditionnel et à l'EDM pour la stabilité de l'électricité durant toute la journée et la soirée. Grand merci aux Rastas du Mali, aux camarades du CDR, de la fon-

dition et aux sympathisants du guide Ras Bath...

A l'année prochaine dans un contexte plus calme, plus prospère et, plus démocratique pour le bonheur du peuple malien...



#Mali | La France a été informée, le 2 mai, de la décision unilatérale des autorités de transition maliennes de dénoncer le traité de coopération en matière de défense liant la France et le Mali ainsi que l'accord régissant le statut des forces françaises et celles des partenaires européens impliqués dans la task force Takuba. Elle considère cette décision injustifiée et conteste formellement toute violation du cadre juridique bilatéral qui serait imputable à la force Barkhane.

La France poursuivra le retrait en bon ordre de sa présence militaire au Mali, conformément aux engagements pris à l'égard de ses partenaires et dans un souci de coordination et de dialogue respectueux avec les forces armées maliennes. La France réaffirme sa vigilance à l'égard de toute tentative de manipulation de l'information et rappelle sa détermination à assurer la sécurité de ses soldats et des soldats européens engagés à ses côtés au cours de cette phase de désengagement..

<https://fdip.fr/xn2a8lk6>

03/05/2022

Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères

## ■ Présidence de la République du Mali

Nioro du Sahel | 15 mai 2022 | #Œuvres Sociales. Accès à l'eau potable : Kamandapé vibre de joie  
Kamandapé, dans la région de Nioro, a désor-



mais accès à l'eau potable, grâce à l'initiative présidentiel de solidarité et d'urgences sociales. Ce dimanche 15 mai 2022, une délégation conduite par Colonel Assa Badiallo TOURÉ, Conseillère spéciale du Président de la Transition, SE le Colonel Assimi GOITA, Chef de l'État, a procédé à la coupure de ruban de cette nouvelle infrastructure hydraulique.

La population n'a pas pu cacher son enthousiasme à la délégation venue de Bamako. Elle l'a accueillie avec des chants et des danses du terroir tout en disant merci au Président de la Transition.

Mamadou BAH, Chef du village, a exprimé toute sa joie tout en expliquant les difficultés qu'ils traversaient pour accéder à l'eau potable.

Des bénédictions ont été formulées pour la réussite de la Transition.



## ■ Abdoul MBAÏE



Nous sommes bien loin de la démocratie lorsque l'objectif est l'élimination des candidats avant les scrutins. Il faut au contraire veiller à offrir aux électeurs de vrais possibilités de choix. Le refus ou recul démocratique porte le danger de la révolte comme alternative unique.

## ■ Martin Fayulu



L'Assemblée nationale se corrompt davantage. Elle veut tailler sur mesure la loi électorale pour opérer de nouveau un hold up électoral. C'est du banditisme d'état! En 2023, les résultats doivent être publiés par chaque bureau après dépouillement. Le maître-mot: VÉRITÉ DES URNES.

## ■ Gouvernement du Mali



#Transport

Visite de supervision de l'opération spéciale d'immatriculation des motos tricycles, vélomoteur et motos taxis à #Koulikoro !

Une mission du ministère des Transports et des Infrastructures a effectué ce vendredi 13 mai 2022 une visite de supervision à la direction

régionale des Transports de Koulikoro.

Elle était composée de Monsieur Ousmane MAIGA, Conseiller technique et de Monsieur Mamadou SOW, Directeur général des Transports.

L'objectif de cette visite est de s'enquérir du déroulement de l'opération spéciale d'immatriculation des motos tricycles, vélomoteur et motos taxis dans la ville de #Koulikoro.

En effet, les opérations d'enregistrements des engins à 2 et 3 roues motorisés se déroulent normalement, les examens pour le permis de conduire aussi se passent dans de bonnes conditions.

Monsieur le Directeur général des Transports, dans son interview accordée à la presse, a rappelé que cette opération spéciale se déroule dans toutes les régions du pays et va se poursuivre jusqu'au 15 août 2022.

Monsieur Mamadou SOW a invité les usagers et les propriétaires des vélos moteurs et motos tricycles à saisir cette campagne promotionnelle.

Les tarifs exceptionnels suivants ont été fixés :

-5 000 FCFA pour le dédouanement des engins introduits avant l'année 2022 ;

-5 000 FCFA pour le permis de conduire ;

-7 500 FCFA pour la carte grise et la plaque.

A la date du 08 mai 2022, ce sont 9 688 certificats de dédouanement, en provenance des services de Douanes, qui sont disponibles au niveau des centres d'immatriculation, pendant cette même période, 5 564 dossiers de permis de conduire ont été enregistrés.

A noter également que la mission a rendu une visite de courtoisie à Monsieur le Gouverneur de la région de Koulikoro. Les échanges se sont déroulés dans une ambiance cordiale.

Cellule Communication du Ministère des Transports et des Infrastructures !





# Une cotisation payée est la garantie d'un droit certain



## L'INPS au service des assurés sociaux



INSTITUT NATIONAL  
DE PREVOYANCE SOCIALE



[www.inps.ml](http://www.inps.ml)



Email : [inps@inps.ml](mailto:inps@inps.ml)



[INPS.Mali](https://www.facebook.com/INPS.Mali)



[@INPS\\_Mali](https://twitter.com/INPS_Mali)

**Konimba Sidibé : “Halte au saccage du M5-RFP et de la fondation du Mali Kura !”**



**M**alheureux, on est désormais dans le « après moi, le déluge », le « moi j'ai échoué, après moi personne ne réussira, la politique de la terre brûlée, la terre Mali brûlée. Que c'est malheureux pour le pays après cette héroïque et historique lutte du peuple malien sous le leadership du M5-RFP qui a ouvert grandement la voie à la satisfaction des aspirations profondes du peuple malien qui y a cru et s'y est engagé au prix de sacrifices énormes, le prix du sang. Qu'ils se le tiennent pour dit, les patriotes ne céderont pas un pouce de terrain aux imposteurs, aux opportunistes, ni aux nouveaux et anciens prédateurs de l'Etat. Nous n'abdiquons jamais. Ils ne mesurent certainement pas notre détermination d'aller de l'avant. Nous ferons tout pour que cette transition réussisse, qu'elle soit une transition de rupture avec les mauvaises pratiques de gouvernance qui ont plongé notre pays dans une crise existentielle afin d'ouvrir la voie au Mali Kura promis au peuple malien. Tôt ou tard, tous les prédateurs rendront compte de leurs actes de prédation de nos ressources. Ils ont suffisamment enfumé les gens, mais dans pas longtemps l'écrasante majorité du peuple malien saura séparer le bon grain de l'ivraie. Restez mobiliser, la victoire finale est au peuple, inexorablement. Ne permettons à personne de nous divertir, de diviser le M5-RFP, de diviser les entités membres du M5-RFP, de diviser toute la classe politique, de diviser et clasher les syndicats de travailleurs, de diviser la société civile, de diviser les notabilités et les leaders religieux en les opposant aux politiques, en fracturant le pays à travers le négationnisme de la Révolution du 26 Mars 1991 et le discours de restauration d'un régime de dictature et d'oppression auteur de crimes atroces contre le peuple malien, contre de nombreux patriotes et démocrates maliens, un régime qui a tiré à bout portant sur les manifestants aux mains nues (très jeunes pour la plupart) dont beaucoup peuplent aujourd'hui le Carré des Martyrs, qui a embastillé et assassiné le Président Modibo Keita en prison. Chanter les louanges de ce régime, c'est trahir tous ces martyrs de la cause Mali. Nous ne l'accepterons jamais, jamais nous ne trahisons ces martyrs et ceux de la lutte du M5-

**Anniversaire du décès de Mamadou Konaté : Le Premier ministre assiste à l'hommage**



**Le Premier ministre, Chef du Gouvernement, M. Choguel Kokalla Maïga, a présidé, samedi, la cérémonie commémorant le 66e anniversaire du décès de Mamadou Konaté.**

**D**ans son allocution, le Chef du Gouvernement a rappelé que Mamadou Konaté est « le Père fondateur de l'Union Soudanaise section du Rassemblement Démocratique Africain (US-RDA) qui a conduit notre pays à l'Indépendance et s'est éteint le vendredi 11 mai 1956 en plein mois de ramadan. ». « Mamadou Konaté a cultivé l'humilité, la générosité, la franchise, l'empathie, toutes qualités qui ont fait de lui un grand rassembleur », a déclaré Choguel Kokalla Maïga. « Désormais, des dispositions seront envisagées afin que le jour anniversaire du décès du Président Mamadou Konaté soit solennellement commémoré par les Hautes Autorités du Mali pour éveiller les consciences et tenir le serment de notre jeunesse, suivre sa voie pour gagner la bataille de l'avenir et faire le Mali et l'Afrique », a conclu le Premier ministre. La cérémonie s'est terminée par la visite par le Chef du Gouvernement de l'exposition retraçant la vie de l'illustre disparue.

Source : CCRP/Primatrice

RFP. Le M5-RFP a été possible parce que nous avons pris sur nous d'arrêter de regarder dans le rétroviseur pour avancer, sans nier l'histoire douloureuse du Mali d'après indépendance. Nous y ramener c'est trahir le M5-RFP. Mettons le Mali au-dessus de tout, pas seulement en paroles mais dans les actes posés tous les jours, et plus particulièrement les actes de gouvernance du pays. Discours mielleux le jour sur la refondation, sur la rupture avec les mauvaises pratiques de gouvernance et le Mali Kura, et la nuit, prédateurs invétérés de ressources publiques plongés jusqu'au coup dans les marécages de la corruption, du népotisme, du favoritisme, de la concussion, du trafic d'influence !!! On a tout compris. Mais comme le dit le vieux sage, « On peut tromper une partie du peuple pendant une partie du temps, mais on ne peut pas tromper tout le peuple tout le temps ». MALI KURA SERA, c'est NOTRE SERMENT, notre cri de ralliement des partisans.

Konimba Sidibé



**Les maliens manifestent leur soutien aux FAMA dans la capitale Bamako et à l'intérieur du pays : A l'appel de plusieurs organisations de la société civile au Mali**



Plusieurs milliers de personnes ont manifesté, vendredi après-midi, dans la capitale malienne, Bamako et à l'intérieur du pays pour apporter leur soutien aux opérations militaires des Forces armées maliennes (FAMA) en cours contre le terrorisme, à l'appel de plusieurs organisations de la société civile dont le M5-RFP, le mouvement « Yéréwolo debout sur les Remparts » et le « Collectif pour la Défense des Militaires ».

« Notre armée républicaine ne cesse d'enregistrer des résultats palpables qui malheureusement font des jaloux au point de répandre des allégations mensongères, plus encore, de mener de véritables campagnes de dénigrement, d'intoxication et de désinformation. Le peuple souverain du Mali est plus que jamais soudé derrière son armée qui est en train de terroriser les terroristes, lesquels, régnaient en maîtres, depuis 2012 sur les 3/4 de notre territoire », a souligné Mohamed Dembélé, porte-parole du Collectif pour la Défense des Militaires (CDM) dans une déclaration adressée aux manifestants.

Et Dembélé d'ajouter : « Notre vaillante armée est passée d'une armée défensive à une armée offensive qui n'hésite aucunement à traquer l'ennemi, et le grand vide dû à l'échec des hommes politiques sur le plan sécuritaire, est aujourd'hui comblé par des jeunes officiers engagés et responsables qui sont largement acquis à la cause du Mali ».

« Les changements notoires intervenus à la suite à la rectification de la transition panafricaine du Mali sont entre autres des actions qui méritent de la part des plus hautes autorités du Mali, une reconnaissance à la hauteur des actes posés et des résultats obtenus », a indiqué la même source ajoutant que « c'est en soutien à nos Forces armées de défense et de sécurité que l'Opération Espoir Tous FAMA (E) a été lancée à l'image des opérations Maliko et Kélétiqi ».

Le porte-parole du CDM souligne que « c'est dans le but de renforcer cette complicité entre le peuple et son armée que les forces vives de notre pays ont décidé, ce vendredi, de tenir des meetings historiques aussi bien à Bamako, que dans les capitales régionales et les cercles ». Au cours de cette manifestation, l'activiste Sékou Tounkara, membre du mouvement « Yéréwolo debout sur les Remparts » a rappelé qu'« il ne s'agit nullement d'une démarche antifrançaise mais plutôt contre la politique française, en demandant le retrait pur et simple des forces françaises du Mali ».

Source : Anadolu Agency

**Cercle de Yélimané : La pénurie d'eau est désormais un mauvais souvenir à Sigeige**



**Le 116ème forage, issu du fonds de souveraineté du Président de la Transition, SE le Colonel Assimi GOITA, Chef de l'État, a été inauguré, ce samedi 14 mai 2022, à Sigeige (village situé à 5 km de la Mauritanie), dans la commune de Gory, cercle de Yélimané.**

Habillée en tenue militaire, une façon d'exprimer leur soutien à l'armée malienne et par ricochet aux autorités de la Transition, la population est sortie massivement pour réserver un accueil chaleureux à la délégation de la Présidence, conduite par Colonel Assa Badiallo TOURÉ, Conseillère spéciale du Chef de l'État.

Durant les 20 dernières années, une fois l'hivernage terminée, les populations nomadisaient à la recherche de points d'eau potable. Cette année, avant l'implantation de ce forage, les habitants de Sigeige avaient envisagés de déménager, a expliqué Sidi DOUCOURÉ, Maire de la Commune de Gori. Aujourd'hui, grâce à ce forage, le Président GOITA vient de mettre fin à la pénurie d'eau dans ce village de la région de Kayes. Madikama DIAWARA, Préfet du cercle de Yélimané, a rappelé le contexte de réalisation de ce forage à Sigeige. Il a indiqué qu'il s'agit d'un engagement que le Président de la Transition est en train d'honorer.

Pour sa part, la Conseillère spéciale du Chef de l'État a indiqué qu'à travers cette infrastructure, le Président GOITA vient de prouver qu'il accorde un grand intérêt et une grande considération à tous les citoyens maliens.

Source : Présidence de la République du Mali

Abonnez vous à votre journal numérique

**Malikilé**

pour recevoir les dernières informations

Whatsapp : 70 442223 / Email : ampikile@gmail.com

Site : www.malikile.com

**Lutte contre la corruption : Près de 1200 personnes auditionnées par le Pôle Economique et Financier de Bamako**



La lutte implacable et sans merci engagée par les autorités de la Transition affiche un bilan en demi-teinte. Des audits réalisés, des dossiers transmis au procureur pour traitement au niveau du Pôle économique, des dossiers terminés sont au niveau de la Cour Suprême et d'autres entre les mains des juges d'instruction. A cela s'ajoutent des recouvrements de plusieurs milliards au titre de remboursements, de cautions et des amendes. Voilà entre autres, les actions fortes dans le cadre de la lutte contre la corruption et la délinquance financière annoncées par le ministre de la Justice, M. Mamoudou Kassogué, sur le plateau de l'ORTM dans le cadre de l'émission Malikura Taasira.

L'un des chantiers majeurs de la Transition dirigée par le Col. Assimi Goïta est la lutte contre la corruption. Selon le ministre la Justice, de 2018 à décembre 2021, le nombre total de dossiers ouverts en matière de corruption est de 1462 dossiers dont 690 dossiers sont clôturés et transmis et 275 dossiers ont été déjà totalement jugés. « Les montants en cause sont de l'ordre de 126.119.983.938FCFA. Et nous avons pu, au titre des remboursements versé au niveau du trésor public la somme de 4.241.661.863FCFA sur la période des trois ans. Les cautions qui ont été versées pour les remises en liberté provisoire et autres sont de l'ordre de 15.372.827.410FCFA et les remboursements qui sont effectués rien que pour la session spéciale d'assise de décembre 2021, sont de 1.577.145.907FCFA. Des amendes ont été prononcées aussi au cours de cette session pour 639.040.000FCFA, des dommages et intérêts pour 260.150.000 FCA. Les condamnations qui ont été prononcées et dont les montants n'ont pas été encore recouverts sont de l'ordre de 86.873.496.505 FCFA », a déclaré le ministre Kassogué qui ajoute que la Direction Générale du Contentieux de l'Etat prendra des dispositions pour que ces différents montants puissent être recouverts. De juin 2021 à aujourd'hui, près 1200 personnes ont été auditionnées

**Médiation du président Faure : Pour un « compromis respectable » pour Mali**



Un envoyé spécial du Secrétaire général de l'Organisation de la Coopération Islamique (OCI) a été reçu vendredi par le président Faure Gnassingbé.

« Le Secrétaire général de l'OCI souhaite que Faure Gnassingbé mette tout son génie de diplomatie au service de la paix afin que nous puissions trouver des solutions consensuelles dans les différentes crises que nous connaissons dans la sous-région », a indiqué Nassirou Bako-Arifari.

Les crises sont identifiées. Il s'agit du Mali, de la Guinée et du Burkina. Après le Togo, l'OCI veut tenter une médiation à Bamako et convaincre les putschistes de rendre le pouvoir aux civils dans les plus brefs délais.

Le même Nassirou Bako-Arifari a rencontré jeudi Assimi Goïta, président de la Transition au Mali.

« L'OCI est à la recherche d'un compromis respectable de la dignité et la souveraineté du peuple malien », a-t-il déclaré.

Les militaires maliens comptent sur le Togo, l'OCI pour convaincre la CEDEAO de lever les sanctions et de plaider leur cause auprès de la communauté internationale.

Source :republicoftogo

par la Brigade économique et financière de Bamako sur 90 dossiers qui sont en instance. Dans les jours à venir, rassure le ministre, beaucoup de dossiers connaîtront des développements importants.

Toutefois, malgré la bonne fois affichée du ministre de la Justice qui affirme qu'une lutte implacable contre la corruption sans recouvrement des avoirs n'est pas une lutte efficace et une lutte avec recouvrement des avoirs sans sanctionner sévèrement les délinquants financiers n'est pas correcte, force est de constater qu'il y a peu ou pas jusqu'ici, des peines prononcées contre des personnes poursuivies dans le cadre de la lutte contre la corruption. Une situation qui, même si elle est impuissante à la lenteur des procédures, laisse un arrière goût amer au travers des gorges des Maliens.

Source : L'Investigateur




# Le champ d'application de la Loi n°2014-015 du 27 mai 2014

portant prévention et répression de l'enrichissement illicite  
s'étend à tous les agents publics sans exception

**Article 2:** Au sens de la présente loi, constitue un enrichissement illicite : soit l'augmentation substantielle du patrimoine de toute personne, visée à l'article 3 ci-après que celui-ci ne peut justifier par rapport à ses revenus légitimes, soit un train de vie menée par cette personne sans rapport avec ses revenus légitimes.

**Article 3:** Sont assujettis à la présente loi, toute personne physique civile ou militaire, dépositaire de l'autorité publique, chargée de service public même occasionnellement, ou investie d'un mandat électif ; tout agent ou employé de l'Etat, des collectivités publiques, des sociétés et entreprises d'Etat des établissements publics, des organismes coopératifs, unions, associations ou fédérations desdits organismes, des associations reconnues d'utilité publique, des ordres professionnels, des organismes à caractère industriel ou commercial dont l'Etat ou une collectivité publique détient une fraction du capital social, et de manière générale, toute personne agissant au nom ou pour le compte de la puissance publique et/ou avec les moyens ou les ressources de celle-ci.

Les dispositions de la présente loi sont aussi applicables à toute personne morale qui a participé à la commission de l'infraction.



## Régions de Sikasso et Ségou : L'APEJ et l'ANPE vont générer 2 200 emplois à travers l'appui de LuxDev

**L**es capitales régionales de Sikasso et Ségou ont abrité ce jeudi 12 mai concomitamment les séances inaugurales de communication destinées aux jeunes aspirant à l'entrepreneuriat agricole. L'initiative porte sur plusieurs axes dont le bilan de compétences opéré par les conseillers d'orientation, conseillers en insertion et points focaux ; la candidature ; la formation ; l'accompagnement, le financement et le suivi.

Le programme qui rentre dans le cadre du partenariat conclu en octobre dernier entre LuxDev, l'APEJ et l'ANPE est une extension des programmes MLI/021, MLI/022 et MLI/026 qui se poursuivra jusqu'en 2024. Il implique les conseils régionaux, les conseils de cercle, les mairies, les chambres consulaires, les conseillers locaux de jeunesse et les organisations de femmes.

Ces programmes ont pour objectifs l'amélioration des sources de revenus et la sécurité alimentaire des ménages qui sont diversifiés et renforcés durablement, soutenir la création d'emplois en priorité pour les femmes et les AGR puis faire bénéficier aux jeunes des deux Régions des opportunités économiques dans les métiers liés aux filières agricoles. La répartition des jeunes bénéficiaires respectera la parité hommes/femmes et l'inclusivité basée sur les critères du handicap et des cibles déplacées.

Suivant l'approche desdits programmes les

jeunes seront orientés vers des filières porteuses retenues par le truchement d'études, l'analyse des Pdesc et des sondages de terrain. Ainsi sont retenues plus généralement pour la Région de Ségou : la viande, le maraichage, le fonio, le sésame, l'aviculture, la transformation riz-fonio, la transformation anacarde-mangue et karité, les métiers de services en support des filières de production de semences, l'entretien et la maintenance d'équipements agricoles. Sont retenues pour Sikasso : la pomme de terre, le lait local, le fonio, le sésame, l'aviculture, l'emboche, le maraichage, la transformation (mangue - anacarde - fonio - sésame - fonio - sésame - riz - karité, les métiers supports à la production de semences, entretien et maintenance des équipements agricoles.

Quelques 11 conseillers et points focaux seront chargés de réaliser les bilans de compétences de 2 200 jeunes femmes et jeunes hommes (21-35 ans) afin qu'ils optent entre la formation complémentaire, l'emploi salarié et l'auto-emploi. Le financement plafond est de 2 000 000 FCFA pour les filières. Au-delà de ce montant, les plans d'affaires seront transférés comme projets d'investissement aux conseils régionaux. Tous les plans d'affaires doivent être conformes aux exigences des institutions financières (IMF) et des critères d'éligibilité des projets au niveau des conseils régionaux. Les promoteurs dont les plans sont

financés seront suivis, accompagnés par des mentors, un professionnel expérimenté lors de la phase de démarrage de l'entreprise avec l'appui des chambres de métiers et des chambres d'agriculture. L'appui de l'APEJ est notamment orienté vers la sensibilisation et la formation des jeunes à l'entrepreneuriat, l'accompagnement des jeunes dans leurs projets d'insertion professionnelle et la réalisation des actions de communication autour de l'insertion dans les filières. A ce titre des séances de sensibilisation seront menées par l'ANPE d'une part et l'APEJ d'autre part dans l'ensemble des collectivités couvertes. Des campagnes soutenues seront pilotées dans lesdites collectivités à travers plusieurs supports dans une approche multi métiers.

Aussi la séance de Ségou a regroupé ce jeudi matin autour du conseiller aux affaires économiques du Gouverneur de Région M. Mamoudou Traoré et du premier vice-président du Conseil régional M. Yaya Bamba, les services régionaux de l'emploi et de la formation, les organisations consulaires, la société civile et plusieurs centaines de jeunes au conseil régional. Les exposés ont été présentés par les équipes de l'APEJ Ségou, l'ANPE Ségou et de LuxDev suite aux discours du représentant du Gouverneur (CAEF), du Maire et du Conseil régional.

Celle de Sikasso a également regroupé au centre Jean Bosco les autorités régionales dont le Directeur de cabinet du Gouverneur, les représentants de LuxDev et du conseil régional, plusieurs centaines de jeunes et services techniques régionaux. Comme à Ségou la séance était retransmise sur les médias dans l'objectif de toucher le maximum de jeunes.

CICOM APEJ



# Modibo Mao Makalou, Économiste : « L'arrêt des décaissements de la Banque Mondiale à terme aura une conséquence assez fâcheuse sur notre économie »

Dans cette interview, Modibo Mao Makalou, Economiste, analyse la situation économique du pays presque à 2 ans de Transition. Il fait aussi une analyse sur l'avenir du FCFA dans cette crise diplomatique ouverte entre Paris et Bamako. Entretien.



**Mali Tribune : comment se porte l'économie malienne presque à 2 ans de Transition ?**

**Modibo Mao Makalou :** Après presque 20 mois de Transition, le Mali traverse une crise multiforme et protéiforme : (politique, sécuritaire, sanitaire, alimentaire et humanitaire). Maintenant elle est diplomatique, financière et économique. Nous sommes sous les coups des sanctions de deux organisations sous régionales importantes auxquelles nous appartenons (UEMOA et CEDEAO) qui regroupent respectivement les 8 pays qui partagent le FCFA et l'organisation sous-régionale d'intégration économique qui regroupe les 15 pays de l'Afrique de l'Ouest. Ces sanctions affectent beaucoup notre pays car nous sommes un

pays dont l'activité économique, c'est à dire le produit intérieur brut (PIB), dépend du commerce international à hauteur de 60%. Nous avons une économie extravertie et une diaspora importante. Mais en même temps, nous nous rendons compte que nous avons aussi une économie résiliente qui a des fortes capacités d'adaptation aux chocs exogènes. En effet, le Mali est un pays enclavé, vaste et semi-aride qui subit régulièrement la sécheresse, la variation des prix des matières premières, les crises politiques et sécuritaires, nous avons une grande capacité d'adaptation en adoptant des politiques de « stabilisation ». Nous devrions changer de paradigme et substituer à la politique d'adaptation et de stabilisation une politique de croissance inclusive

forte. Parce que depuis 30 ans le Mali croit économiquement à un rythme d'environ 5% de taux annuel de croissance économique sans que cela ne se traduise par une amélioration des conditions de vie des maliens, une hausse de leurs revenus, ou par la création d'emplois et la réduction de la pauvreté. Certes nous avons une inflation bien maîtrisée jusqu'à récemment à cause du phénomène mondial de la hausse des prix à la consommation en plus des sanctions et des autres crises mondiales (Covid-19 et guerre en Ukraine) que nous vivons pleinement. Mais nous avons aussi des difficultés par rapport à la fluctuation de prix des matières premières parce que nos 3 premiers produits d'exportation que sont l'or, notre premier produit d'exportation, et ensuite le coton, notre deuxième produit d'exportation, dépendent des prix mondiaux et des marchés internationaux, tandis que notre troisième produit d'exportation que sont les animaux vivants subissent l'embargo, car dépendant du marché sous-régional.

Depuis 2020, à cause de la crise sanitaire, notre PIB a régressé d'environ 1,2%, c'était une situation générale parce que c'est une crise mondiale. En 2021, nous avons eu une croissance d'environ 3,4% selon les différentes statistiques produites par le Ministère de l'Economie et des Finances, en 2022 on s'attendait à une hausse du produit intérieur brut d'environ 5,2%. Malheureusement nous ne pourrions pas atteindre cela à cause non seulement de l'effet des sanctions qui affectent l'activité économique suite à la fermeture des frontières et à la hausse mondiale de l'inflation. Quand vous mettez tout cela ensemble, la situation économique de notre pays va se dégrader comme dans pratiquement tous les pays du monde aussi.

**Mali Tribune : la suspension du décaissement de la Banque Mondiale aura-t-elle des conséquences sur l'économie de notre pays ?**

**M.M.M :** Oui bien sûr ! Vous savez la Banque Mondiale a pour objectif d'aider les pays à réduire la pauvreté au niveau des politiques sectorielles et tout ce qui est socio-économique. La Banque Mondiale intervient aussi pour aider les pays pour la croissance économique et aussi les services sociaux de base. Elle a une fenêtre qui s'appelle International Development Association (IDA) qui fait des prêts à des

taux concessionnels, c'est-à-dire à des taux très réduits sur la base desquels les pays à revenu faible peuvent emprunter pour financer leurs politiques de développement. L'arrêt des décaissements de la Banque Mondiale aura une conséquence assez fâcheuse sur notre économie dans la durée. Espérons que cela ne va pas durer trop longtemps et que la coopération avec la Banque Mondiale reprendra bientôt, car la Banque Mondiale est le premier bailleur de fonds multilatéral au Mali avec 29 projets nationaux et régionaux et comptabilisant des investissements d'environ 1, 8 milliards de dollars, ce qui équivaut à environ 910 milliards de F. CFA dans des secteurs tels que les infrastructures rurales et routières, l'éducation, la santé, l'eau potable, la réforme de l'Etat, l'aide budgétaire, la décentralisation, le développement urbain, la culture, l'environnement, l'appui aux secteurs privé et la sécurité alimentaire.

## **Mali Tribune : comment voyez-vous l'avenir du FCFA au Mali avec cette crise diplomatique entre Paris et Bamako ?**

**M.M.M :** Le Mali a vocation à maintenir le FCFA parce que nous sommes dans un ensemble sous-régional qui est l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA) qui est la sœur jumelle de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA). Le Mali a intégré l'UMOA en 1984 après avoir refusé de ratifier le Traité de l'UMOA en mai 1962. Le 1er juillet 1962, les Autorités maliennes ont créé le franc malien et en décembre 1967 les Accords franco-maliens ont été finalisés pour rejoindre le FCFA. Cela a pris 17 ans pour rejoindre nos pays voisins avec lesquels nous commerçons beaucoup. Le Mali est la troisième économie de l'UEMOA avec le FCFA comme monnaie unique et commune, c'est le degré le plus élevé de l'intégration économique parce que vous avez les convergences des économies. Tant que les économies ne convergent pas, elles ne peuvent pas partager la même monnaie de façon optimale. Comme nous sommes dans ce processus d'Union Economique et Monétaire, il va être difficile pour le Mali de sortir et de créer sa monnaie parce que nos principaux fournisseurs ont comme monnaie le FCFA. Même si nous nous retirons de la CEDEAO et de l'UEMOA, et que nous créons notre propre monnaie nationale, il va falloir que notre monnaie soit compatible avec le FCFA.

Pourquoi laisser une monnaie que tu partages avec tes principaux fournisseurs pour aller vers une monnaie où il y aura des difficultés de convertibilité avec tes principaux partenaires commerciaux et voisins ? C'est cette évaluation des coûts et des bénéfices d'une monnaie nationale qui doit être faite au préalable. On n'est pas dans la politique politicienne mais plutôt dans les avantages et les inconvénients d'avoir une monnaie commune. Quand vous avez une monnaie, il n'y a pas de frais de transactions ni un taux de change qui fluctue. Mais quand vous n'avez pas la même monnaie, tous les jours le prix de change de la monnaie augmente ou baisse. Il faut éviter les erreurs du passé, mais aussi nous appuyer sur les expériences du passé pour tirer les aspects positifs de notre expérience économique et financière.

## **Mali Tribune : la future monnaie, l'Eco devrait être lancée en 2020 mais la pandémie de Covid-19 a eu raison sur ce calendrier. En dehors de la Covid-19, est-ce qu'il n'y a pas un manque de cohérence au sein de la CEDEAO composée de huit monnaies ?**

**M.M.M :** Vous savez, la gestion de la monnaie est assez complexe et ne doit pas être émotive mais rationnelle. Depuis 1957, les européens essayaient d'avoir une monnaie commune et c'est en 1999 qu'ils ont pu réaliser cela, et ce sont les économies parmi les plus développées au monde. Et nous, depuis 1983, nous essayons d'avoir une monnaie commune pour 15 pays au sein de la CEDEAO sans succès. Évidemment, il y a eu plusieurs reports de lancement de la monnaie unique de la CEDEAO qui compte 15 pays membres où les pays ne sont pas de taille égale. Le plus petit pays possède 2 millions d'habitants et le plus grand pays 220 millions d'habitants. Est-ce que ces économies peuvent être les mêmes ? Comment est-ce qu'elles peuvent converger rapidement ? Ça prendra du temps, car malgré les efforts fournis on ne peut pas précipiter la convergence. L'avenir de l'UEMOA se trouve au sein de la CEDEAO parce que nous avons le géant qui est le Nigeria qui peut propulser le développement de tout notre continent. En même temps, le Nigeria est le talon d'Achille de notre intégration économique, parce que c'est l'économie la plus vaste du continent. En même temps, elle a beaucoup des difficultés

au niveau de sa gouvernance financière. Bien vrai que le projet de monnaie unique a été reporté en 2027 suite à la pandémie sanitaire c'est la pandémie, je pense, que la plupart des pays en dehors des pays qui ont le FCFA ne répondent pas aux critères de convergence macro-économique de la CEDEAO à l'exception peut-être du Ghana et du Cap-Vert, et bien sûr des 8 états membres de de l'UMOA qui possèdent le FCFA comme monnaie unique

## **Mali Tribune : 10 ans après la faillite de Lehman Brothers et la fièvre des marchés financiers américains, avec la pandémie de la Covid-19 et la guerre en Ukraine, une nouvelle crise financière se trouve sur les lèvres. Faut-il craindre une prochaine crise financière mondiale ?**

**M.M.M :** Absolument ! Les mêmes causes produisant les mêmes effets dans les mêmes conditions. C'est Mark Twain qui disait : « L'histoire ne se répète pas, mais elle bégaie ». Avec la pandémie sanitaire nous avons connu la plus grave crise économique depuis la grande dépression de 1929. Maintenant nous y rajoutons le conflit armé en Ukraine qui vient amplifier davantage la crise qui a été déjà déclenchée par la pandémie sanitaire. Parce que les chaînes de valeur mondiale sont rompues en ce moment dans les domaines de l'énergie, des prix des matières premières : pétrole, blé, maïs, huile de tournesol... Aujourd'hui 90% des échanges commerciaux se font par voie maritime et tout cela est affecté par la crise en Ukraine. Cette situation contribue à une hausse mondiale des prix à la consommation qui est l'inflation. Ce phénomène que nous n'avons pas connu depuis les années 1970 avec le premier choc pétrolier, on risque de le connaître à nouveau non seulement avec la hausse généralisée des prix à la consommation (l'inflation) mais en même temps une récession. Cela va demander beaucoup d'efforts de la part des dirigeants pour adopter des politiques économiques adaptées pour insuffler des nouvelles dynamiques afin d'améliorer les économies et aider les populations les plus vulnérables en cette période de difficultés.

Propos recueillis Ousmane Mahamane  
Source : Mali Tribune

# École Nationale de Police : Sortie de la 28ème promotion des élèves sous-officiers de police, baptisée “Adjudant de police feu Cheick Abou Keïta”

**L**a cérémonie de sortie de la 28ème promotion des élèves sous-officiers de police a eu lieu le vendredi 13 mai 2022 à l'École Nationale de Police. Elle était présidée par le ministre de la Sécurité et de la Protection Civile, le Général de Brigade, Daoud Aly Mohammedine, en présence de plusieurs autorités militaires et civiles.

Ils sont 2 960 Sous-officiers de Police dont 705 Personnels Féminins à recevoir leurs attestations de fin de formation professionnelle. Durant neuf (9) mois, ils se sont familiarisés avec des notions leur permettant de faire face aux fonctions de policier.

Dans son intervention, le Directeur de l'École Nationale de Police, le Commissaire Divisionnaire, Sory Ibrahim Ousmane Doumbia, s'est dit heureux de prendre la parole en cette circonstance si importante et heureuse marquant la fin de formation professionnelle des frères d'armes qui ont opté pour un métier noble. Il

a remercié les autorités en charge de la Direction de la Police Nationale qui ont, de près ou de loin, contribué à la réussite de cette spécialisation. Il a ensuite salué l'ensemble de l'encadrement pour leur preuve de retenue et de détermination. S'adressant aux nouveaux fonctionnaires de Police, il leur a invité à la discipline et au sens élevé du patriotisme et du service collectif.

Le Directeur Général de la Police Nationale, l'Inspecteur Général, Soulaïmane Traoré dira que l'objectif de cette formation professionnelle était de dispenser aux stagiaires des modules adaptées pour faire face à l'évolution de la criminalité dans un monde en quête de paix. Selon lui, la peur doit changer de camp et cela à travers des actes de sacrifice posés au quotidien pour la sécurité des personnes et de leurs biens. Il a ensuite remercié les autorités de la Police Nationale, l'encadrement et les partenaires pour leur soutien indéfectible en

faveur de la Police. Parlant aux stagiaires, le Directeur Général les a invités à plus de sérénité et de dévouement. “Nous ne devons jamais nous permettre de baisser la garde, car ce serait prêté le flanc à un ennemi sans foi ni loi camouflé au sein de la population. Vous êtes désormais des gardiens de la paix, vous vous engagez à lutter contre la délinquance et la criminalité, à compter d'aujourd'hui, vous servez une cause qui vous dépasse”, a-t-il laissé entendre.

Le Ministre de la Sécurité et de la Protection Civile, le Général de Brigade Daoud Aly Mohammedine s'est dit heureux d'avoir un nouveau contingent qui viendra renforcer les différents groupements et commissariats de Police. Il a rappelé aux jeunes stagiaires l'importance de leur mission qui est de sécuriser la population, celle qui ne doit point être inquiète mais plutôt rassurer en toute circonstance.

Cette cérémonie a été marquée par la présentation des trois majors au ministre de la Sécurité et de la Protection Civile, des démonstrations de maintien de l'ordre, des self-défense et un défilé militaire.

Il est à noter que c'est une première dans l'histoire de la Police Nationale, de l'indépendance à nos jours, d'avoir un effectif de près de 3 000 fonctionnaires.

Forces Armées Maliennes



# Approvisionnement en produits pétroliers : Le Mali réceptionne 2 millions de litres de gazole

Soucieuses de soulager les populations maliennes, les autorités maliennes ont réceptionné 2 millions de litres de gazole sur 4 millions prévus en provenance de la Guinée Conakry. C'était en présence du Président de la Chambre d'Industrie et du Commerce du Mali, Youssouf Bathily, du directeur général des Douanes du Mali, Amadou Konaté, du directeur de l'Office national des produits pétroliers, Modibo Gouo Diall, de plusieurs autorités politiques et administratives.



**P**our contourner les effets néfastes des sanctions injustement imposées au peuple malien, les initiatives ne faiblissent pas. C'est dans cette optique qu'un premier convoi de 48 citernes sur 52 a été réceptionné par une délégation conduite par le Président de la Chambre d'Industrie et du Commerce du Mali, Youssouf Bathily. Il faut rappeler que cette livraison fait suite aux commandes que les autorités maliennes avaient faites le 28 avril 2022 auprès de la Guinée. La livraison est arrivée à point nommé pour renforcer les capacités de fournir l'énergie aux Maliens. La promptitude dans la livraison est le témoignage éloquent de la bonne santé des relations entre le Mali et la Guinée Conakry. C'est aussi un signe fort que le Mali ne courbera pas l'échine et poursuivra la marche pour la refondation d'une nation juste et apaisée. Satisfait d'un tel résultat, le Président de la Chambre d'Industrie et du Commerce du Mali, Youssouf Bathily, a indiqué que la délégation malienne a pu échanger avec les autorités qui-

néennes pour voir dans quelle mesure notre pays peut trouver la quantité de produits pétroliers afin de renforcer la capacité du stock national. « **Nous avons échangé avec SONAP l'équivalent de l'ONAP. On leur avait demandé de nous céder une partie des stocks disponibles. Ils avaient promis de nous donner 2 millions de litres de**

gazole. Les 2 millions de litres sont arrivés. 48 camions sont déjà arrivés à Kouremalé sur 52 chargés. Ils doivent être acheminés à Bamako », a-t-il annoncé.

Cette quantité de gazole, souligne-t-il, est exclusivement destinée l'énergie du Mali. Elle permettra sans aucun doute de renforcer le stock existant. Le Président de la Chambre d'Industrie et du Commerce du Mali, Youssouf Bathily, a également laissé entendre que la rareté des carburants constatée dans ces deux jours, n'est liée à la crise malienne mais plutôt une grève déclenchée par le groupement professionnel du pétrole qui est composé des multinationales

Occasion pour Youssouf Bathily de rassurer que toutes les dispositions sont prises pour satisfaire les besoins de la population malienne. « **Toutes les dispositions sont prises pour ravitailler le pays en produits pétroliers par le secteur privé et l'Etat qui sont engagés à trouver des moyens très rapidement avec les pays amis** », s'est-il réjoui.

Pour sa part, Amadou Konaté, directeur général des Douanes du Mali, a annoncé qu'ils sont en train de travailler pour traduire dans les faits les orientations des plus hautes autorités pour pouvoir accompagner, soulager et améliorer la résilience des populations. « **Nous sommes sur le terrain pour voir concrètement comment ça se passe au niveau des postes frontaliers. Parce que les deux les directeurs généraux se sont engagés à traduire la coopération au haut niveau entre les autorités des deux pays** », a-t-il fait savoir.

■ Ibrahim Sanogo





## Insécurité à Djenné : Les notabilités tirent la sonnette d'alarme

Une forte de délégation du cercle de Djenné, a été reçue, le jeudi 12 mai 2022, par le Premier ministre, Dr Choguel Kokalla Maïga. Le plat de résistance de cette rencontre était le point sécuritaire, la prise en charge des déplacés et le rétablissement de l'électricité dans la ville.



Il faut rappeler que la ville de Djenné est classée patrimoine mondiale de l'humanité depuis 1988. Cette ville historique est de nos jours en proie à une insécurité grandissante. La population est terrorisée par des hordes terroristes. Enlèvement de bétails, assassinats ciblés, privation des populations à vaquer librement à leurs occupations sont monnaies courantes dans le cercle de Djenné. La récente opération des forces armées et de défense corrobore cette triste réalité. Il n'y a l'ombre d'aucun doute la ville de Djenné est menacée. C'est par peur de cette menace qu'une délégation conduite par le maire de la commune urbaine de Djenné, Alphamoye Samassé, composée de l'ancien ministre Me Baber Gano, Sékou Abdel Quadri Cissé, de l'imam Yelfa Djeité, du représentant des chefs de quartier Badra Dembélé, a rencontré les autorités du pays pour peindre le tableau de la situation qui prévaut. Tour à tour les différents intervenants ont invité les autorités de la transition à venir à la rescousse de Djenné avant qu'il ne soit trop tard. Les autorités de la transition ont été réceptifs à ce cri de cœur de la population. Ils ont rassuré la délégation que toutes les dispositions seront prises pour ramener la paix.

Le maire de la Commune Urbaine de Djenné, Alphamoye Samassé a souligné qu'ils sont

venus rencontrer le Premier ministre au nom de la population du cercle de Djenné sur les questions sécuritaires. « **Djenné souffre énormément. Nous sommes venus à expliquer au chef du gouvernement les problèmes qui prévalent dans la commune de Djenné. Nous sommes très satisfaits. C'est l'occasion pour nous de remercier le Premier ministre et le président de la Transition, le Colonel Assimi Goïta. J'affirme également que toute la population du cercle de Djenné soutient la transition. Nous sommes en train de voir tout ce qui est en train d'être fait. Beaucoup a été fait mais beaucoup reste à faire. Si les dispositions fortes ne sont pas prises dans quelques temps Djenné sera méconnaissable. Il ne faut pas se leurrer, le cercle de Djenné est buté à beaucoup de problèmes. Les djihadistes sont en train de gagner du terrain au niveau de Djenné. Nous sommes venus dire aux autorités de prendre d'autres dispositions, sinon des mesures fortes, pour que la paix puisse revenir. Puisque Djenné est un symbole. Nous comptons sur cette transition. Nous sommes satisfaits** », a-t-il assené.

Lors de cette rencontre, le Premier ministre, Dr Choguel Kokalla Maïga, a tenu à rassurer les émissaires quant aux dispositions pour sé-

curiser l'ensemble du territoire national. « **Aujourd'hui, notre armée recrute, forme, achète les matériels pour lutter contre les terroristes sur le territoire national. Nous n'étions pas préparés pour la guerre. Et certains de nos partenaires ont failli. Aujourd'hui, il y a la crise partout. J'ai discuté récemment avec un journaliste qui a fait un tour dans certaines localités, les Fama sont en opération. Il me dit qu'aujourd'hui, nos forces armées et de défense sont plus que jamais déterminés. Il était étonné, ce dernier poursuit que la réalité du terrain est différente de ce qu'on raconte. Les militaires savent qu'ils ont le soutien du peuple ainsi que des autorités de la transition. Même supporter les effets de l'embargo c'est grâce à ce même soutien du peuple. Le président de la Transition, le Colonel Assimi Goïta est en train de tout mettre en œuvre pour la sécurité car sans la sécurité rien ne va. Une grande partie des moyens de l'Etat est orientée vers l'armée** », a expliqué à ses interlocuteurs. La rencontre a pris par des bénédictions pour le Mali.

■ Ibrahim Sanogo

# Accès aux services judiciaires pour tous : Les capacités des régisseurs de prisons renforcées



**D**ans le cadre du partenariat entre les autorités maliennes et le Système des Nations Unies, le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), conformément à son mandat, apporte un appui multiforme dans plusieurs secteurs. C'est dans ce contexte que le PNUD soutient le Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme pour l'atteinte de ses missions régaliennes de l'accès aux services judiciaires pour tous. D'où le renforcement de capacités des régisseurs de prisons en communication institutionnelle. En effet, en plus de la dotation en équipements de la Cellule de Communication du Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme, une série de formations a été planifiée pour renforcer les capacités des points focaux communication des cadres du Département. Cette formation visait à fournir aux régisseurs des prisons, regroupés à Ségou, les outils et les connaissances de base pour faire face aux défis liés à la communication institutionnelle dans leurs services respectifs.

Spécifiquement, il s'agissait de : renforcer les capacités des participants à l'utilisation de réseaux sociaux dans un cadre institutionnel , partager les techniques de rédaction d'un communiqué de presse , former les participants à l'exercice des interviews face aux différents médias (Télé, Radio, Web, Presse). La formation s'est déroulée en présentielle sur deux jours. Trois modules ont été dispensés portant sur les objectifs de la formation. Chaque module clôturé par des exercices (travaux de groupe et travaux individuels) ainsi que leurs restitutions.

Pour rappel, le Mali s'est engagé dans un processus visant à restaurer la confiance entre les citoyens et les services de la justice. Cette initiative, qui couvre à la fois les services judiciaires et pénitentiaires, ambitionne d'établir à terme une interconnexion entre ces services en vue d'assurer la gestion en temps réel du secteur de la justice.

La modernisation et le relèvement du niveau de performance des services judiciaires et pé-

nitenciers figurent en effet parmi les axes prioritaires de la Loi d'Orientation et de Programmation du Secteur de la Justice (LOPSJ) 2020-2024, adoptée en 2019 dont la finalité est de bâtir aux termes des 5 prochaines années, un service public de justice accessible, efficace et performant de nature à restaurer la confiance des citoyens et des justiciables. La mise en place d'un système de communication plus ouvert et accessible, permettant la traçabilité, le suivi des procédures et l'accessibilité à tous les intervenants de la justice est d'ailleurs l'une des 12 réformes considérées comme des conditionnalités pour la mobilisation d'une partie de l'allocation budgétaire additionnelle au secteur prévu par la LOPSJ 2020-2024. En décembre 2019, le Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme s'est en effet doté de la loi n°2019-072 du 24 décembre 2019 portant loi d'orientation et de programmation pour le secteur de la justice 2020-2024.

Cette loi comporte les 5 axes stratégiques, notamment l'Adaptation du cadre juridique et réglementaire aux nouvelles orientations assignées à la justice , la Modernisation et le relèvement du niveau de performance des services judiciaires , la Consolidation de l'État de Droit et le renforcement des droits de l'Homme , le Renforcement de la lutte contre la corruption, la délinquance financière, le terrorisme, la drogue et la criminalité transfrontalière ; la Modernisation et le renforcement du système de communication de la justice.

Afin de réaliser les objectifs prévus dans le cadre de l'axe 5 de cette stratégie « Modernisation et renforcement du système de communication de la justice », le Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme a mis en place une cellule de communication. Cette cellule, qui coordonnée par un Chargé de Mission, a pour mission de définir la politique de communication interne et externe du Ministère.

■ Yama DIALLO



DIONA DIONA  
**PHOENIX**  
Pour un nouveau souffle de vie



# SERVICE DE NETTOYAGE

(PROFESSIONNEL, FIABLE, EFFICACE)

Résidentiel & Commercial

## Nos services

- ✓ Nettoyage basique (Balai, Serpillière)
- ✓ Nettoyage du sol en profondeur (Carreaux et joints de carreaux avec mono-brosse)
- ✓ Nettoyage en profondeur de l'établissement (Dessus et dessous de meubles, Plafonds, Ventilateurs, Vitres, Miroirs, Portes et fenêtres)
- ✓ Nettoyage et protection des meubles en cuir
- ✓ Lavage de tapis (Sur place et séchage en 6 heures maximum)
- ✓ Lavage de Meuble en tissus, en velours et en faux cuir (Fauteuils, Canapés et chaises)
- ✓ Lavage en profondeur des dalles externes

**-25%**  
DE RÉDUCTION  
SUR LE 1ER SERVICE RENDU

**CONTACTS:**

**+223 76 39 51 50 - 76 39 73 65**



## Nouvelle loi électorale : Le CNT entame des consultations

**Le Conseil National de Transition (CNT) organe législatif, a entamé depuis quelques jours des consultations en vue d'une nouvelle loi électorale, a-t-on appris mardi auprès de l'institution. Alors qu'une date pour des élections reste un point d'achoppement crucial entre la junte et les États ouest-africains.**

Les États ouest-africains avaient pris le 9 janvier une série de mesures économiques et diplomatiques vigoureuses à l'encontre du Mali pour sanctionner les autorités actuelles après deux putschs en août 2020, puis en mai 2021. La junte a opté pour une transition de deux ans alors que la Communauté Economique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) demande à Bamako d'organiser des élections en 16 mois maximum.

Le projet de loi gouvernemental a été déposé le 6 décembre 2021 au Conseil National de Transition (CNT) malien, contrôlé par les militaires. « Nous avons commencé les consultations sur le projet de la nouvelle loi électorale. La commission loi du CNT va donner la parole à toutes les sensibilités politiques et sociales de notre pays », a affirmé mardi à notre source le président de la Commission Lois du CNT, Souleymane Dé. « Le but est d'avoir une loi consensuelle pour sortir le pays des crises récurrentes liées à la mauvaise organisation des élections.

« C'est après les consultations qui peuvent prendre le reste du mois de mai que les membres du CNT vont se prononcer sur la loi, avant son adoption ou son rejet au cours d'une plénière », a dit M. Dé. Cette nouvelle loi électorale est actuellement soumise aux acteurs politiques et à la société civile. « Plusieurs ex-hauts responsables gouvernementaux et administratifs ont été auditionnés depuis vendredi », selon M. Dé.

Le nouveau texte crée une Autorité indépendante de gestion des élections (AIGE). « Tout membre des forces armées ou de sécurité qui désire être candidat aux fonctions de président de la République doit démissionner ou demander son départ à la retraite au moins six mois avant la fin du mandat en cours du président de la République », selon le projet de loi.

Le Mali est le théâtre depuis 2012 d'opérations de groupes djihadistes liés à Al-Qaïda et à l'organisation État islamique, ainsi qu'à des violences de toutes sortes perpétrées par des milices auto-proclamées d'autodéfense et des

bandits. Les forces régulières sont elles-mêmes accusées d'exactions.

Ces violences, parties du nord en 2012, se sont propagées au centre, puis au Burkina Faso et au Niger voisins. Elles ont fait des milliers de morts civils et militaires ainsi que des centaines de milliers de déplacés, malgré le déploiement de forces onusiennes, françaises et africaines. « Trente-deux femmes d'un village dans la région de Djenné (centre, région actuellement) ont été brièvement enlevées vendredi par un groupe de djihadistes », a indiqué mardi à des journalistes la ministre malienne de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille, Wadidié Founé Coulibaly. Selon la ministre, deux groupes de femmes (l'un collectant du bois de chauffe et l'autre participant à une pêche collective) ont été enlevées. Alerté sur cet incident, un groupe de chasseurs traditionnels locaux est alors parti à leur recherche. Après des échanges de tirs, les djihadistes ont pris la fuite et relâché ces femmes, a rapporté la ministre.

La Commission Nationale des Droits de l'Homme (CNDH) du Mali a exprimé dans un communiqué sa vive préoccupation face à ces graves abus des droits humains, rappelant l'obligation de l'État de faire respecter les droits fondamentaux des Maliens, et singulièrement ceux des femmes en période de conflit.

Lansine COULIBALY  
Source : LE COMBAT

## Niger-Mali : La société civile engagée pour le respect des biens publics !

Régulièrement critiquée pour sa partialité supposée, souvent considérée comme un « ersatz » des partis politiques, la société civile ouest-africaine retrouve progressivement ses lettres de noblesse. La semaine dernière, en effet, l'opinion internationale prenait connaissance de plaintes judiciaires introduites par des organisations de la société civile nigérienne et malienne, toutes pour des atteintes supposées aux biens publics.

Selon nos confrères d'Actu Niger « un collectif d'organisation de la société civile regroupant le Réseau des Organisations pour la Transparence et l'Analyse Budgétaire (ROTAB Niger), Tournons La Page Niger (TLP Niger) et le Réseau nigérien anti-corruption ont saisi dans une lettre conjointe le procureur de la République suite au rapport général de l'année 2021 de la cour des comptes relevant de nombreuses malversations au sein des institutions publiques ». En effet, depuis la publication dudit rapport en Avril dernier, les commentaires vont bon train. Plusieurs irrégularités

grossières et autres surfacturations ont été relevées.

Au Niger, en particulier, cette initiative de la société civile est bienvenue. D'une part, dans la mesure où elle concrétise le rôle de veille démocratique qu'assume les OSC, la plainte sus-évoquée devra contribuer à redorer leurs blasons. Depuis belle lurette, en effet, une partie des nigériens a cessé de croire en elles, les considérant - à tort ou à raison - comme des soutiens déguisés du pouvoir. Or, en dénonçant la mauvaise gestion du régime actuel, les OSC signataires de la plainte montrent patte blanche. Encore que celles-ci sont connues pour leur intransigeance et des plaintes de ce genre. D'autre part, cette dénonciation judiciaire devrait satisfaire le président Bazoum lui-même.

C'est un secret de polichinelle au Niger, que le Chef de l'État est l'otage de sa majorité présidentielle. Malgré sa volonté de « nettoyer les écuries d'Augias », la crainte de fâcher ses alliés constitue un réel handicap, qui l'empêche de transmettre nombre de dossiers

scandaleux à la justice. On peut donc affirmer, sans ironie, que le ROTAB, le TLP et le Réseau nigérien anti-corruption déchargent Bazoum d'un lourd fardeau. Mais à la condition, effectivement, que le procureur de la République déclenche les poursuites s'il y a lieu. Quoi qu'il en soit, l'opinion nigérienne ne comprendrait ni lenteur, ni classement sans suite dans le traitement de cette affaire au regard des irrégularités pointées. A l'heure où la cherté de la vie se fait plus persistante, au moment où les étudiants peinent à recouvrer leurs bourses, toute impunité vis-à-vis des responsables risque de provoquer des manifestations et autres troubles politiques dans le pays. Espérons que la sagesse prévale !

Dans le même temps, nous apprenons qu'une plateforme d'associations de la société civile malienne, Maliko, a porté plainte notamment contre M. Jean Yves Le Drian et son fils pour « atteinte aux biens publics aux dépens de l'État » dans le cadre de l'attribution d'un marché de fabrication de passeports biométriques. Le ministre français des affaires étrangères est, du reste, convoqué par la justice malienne à ce sujet.

Sans nier, ni fragiliser la présomption d'innocence, il y a lieu de saluer les efforts de la société civile malienne et nigérienne dans la préservation des biens publics d'État. La balle se trouve à présent dans le camp de la justice.

Malik Wogo





## Kabako : Il meurt (d'une crise cardiaque) en enterrant une femme qu'il vient de tuer

**U**n homme est mort d'une crise cardiaque dans son jardin en Caroline du Sud, où il était en train d'enterrer une femme qu'il avait étranglée, ont annoncé mardi les autorités locales. Sa mort « semble naturelle », selon elles.

L'homme, âgé de 60 ans, « a été retrouvé mort dans son jardin » samedi matin et son corps

« ne présentait aucun signe de traumatismes », ont indiqué le shérif et le responsable médico-légal du comté d'Edgefield dans un communiqué, diffusé par la presse locale.

### Attaque cardiaque

En enquêtant sur ce décès, la police a découvert sur les lieux un autre cadavre, celui d'une

femme de 65 ans, dans une tombe qui venait d'être creusée. Les autopsies réalisées lundi ont conclu que l'homme était mort d'une crise cardiaque tandis que la femme avait été assassinée par strangulation.

Selon les autorités, le sexagénaire a attaqué sa victime à l'intérieur de la maison, puis il l'a ligotée et enveloppée de sacs-poubelles avant de la placer dans la tombe qu'il venait de creuser. C'est en recouvrant la tombe de terre qu'il a eu une attaque cardiaque. Les motifs du meurtre restent pour le moment inconnus.

Lacote.ch  
Source : Seneweb

# Côte d'Ivoire : Hommage des députés à feu Amadou Soumahoro

**A**près la brillante oraison funèbre faite par le Président de la Cour des comptes et l'intervention du vice-président Basile FREGBO, lors de la cérémonie d'hommage à Amadou SOUMAHORO, le mardi 10 mai 2022, au Palais de l'Assemblée nationale. Après les divers témoignages et les interventions de personnalités outillées qui vont succéder à la mienne, je vais témoigner de ma fraternité avec Amadou SOUMAHORO et faire quelques réflexions sur la fraternité, l'amitié et la politique. Né le 31 octobre 1953, à Séguéla, ancien Maire de la ville de Séguéla de 1996 à 2013 et Député de Bobi-Diarabana, Séguéla commune et Sous-préfecture depuis 2011, l'honorable Amadou SOUMAHORO, Président de l'Assemblée nationale n'est plus. Depuis le samedi 7 mai 2022, Amadou SOUMAHORO, notre Président, mon frère, mon ami nous a quittés. En ces moments de tristesse et de recueillement, le silence est d'or mais le devoir m'appelle et je vais m'acquitter, au nom de mes pairs, de ce devoir; parler de Amadou SOUMAHORO, en ma qualité de Député de Dougroupalegnoa, Doukouyo, Gnagbodougnoa Com et S/ P et Gagnoa S/P.

## Mesdames et Messieurs

Il est de notoriété publique que l'occasion d'une oraison funèbre est un moment particulièrement difficile pour celui à qui il est demandé de faire l'éloge de l'illustre disparu. J'ai cependant accepté de me livrer à ce dur exercice que m'ont confié mes pairs, pour une raison fondamentale; démontrer que: « on peut avoir des divergences politiques, être des adversaires politiques; mais la fraternité doit toujours demeurer au-dessus de tout ». Avant de continuer mon propos permettez-moi de présenter les condoléances des Députés de la Nation à Madame SOUMAHORO, à ses enfants, à ses parents, aux populations de Séguéla, du Worodougou et du Woroba.

## Mesdames et Messieurs

Notre rencontre, Amadou SOUMAHORO et moi, se fait en 1991, quand le Président Felix HOU- PHOUET- BOIGNY, me confie la charge avec des amis de la mise en place de la JPDCI, suite à la dissolution du Mouvement des Étudiants et Élèves de Côte d'Ivoire (MEECI), au 9ème Congrès Ordinaire du PDCI- RDA. Amadou SOUMAHORO sera membre de la Coordination

de cette activité. Il sera ensuite membre du Bureau Politique du PDCI- RDA, membre du Groupe de la Rénovation avant de rompre les bancs avec le PDCI- RDA, en 1994.

Nos chemins vont se croiser à nouveau à la faveur de la mise en place du Rassemblement des Houphouetistes pour la Démocratie et la Paix (RHDP).

Amadou SOUMAHORO sera mon 1<sup>er</sup> vice-Président en ma qualité de Président du Directoire du RHDP de 2013 au 16 février 2016, date à laquelle, il prendra la présidence du Directoire et moi à mon tour, son 1<sup>er</sup> vice-président, dans le cadre de la rotation décidée par nos Présidents.

Nous cheminerons ensemble jusqu'en juillet 2018, quand nos chemins vont encore se séparer. Oui, j'ai cheminé avec Amadou SOUMAHORO, fils de Losseni SOUMAHORO, figure de proue du PDCI- RDA dans le Worodougou et avons vécu des moments intenses de complicité et de fraternité au cours de nos différentes collaborations. Nous avons réalisé de grandes choses. Mon frère Amadou SOUMAHORO avait un caractère trempé et il était souvent impatient. Hommes de fidélité, de conviction et d'engagement que nous sommes, nous avons été loyaux chacun à son chef.

Aussi, voudrais-je présenter les condoléances des Députés de la Nation à SEM Alassane OUATTARA, Président de la République qui perd un grand et fidèle compagnon et à SEM Henri KONAN BEDIE, Président du PDCI- RDA, un jeune frère qu'il estimait bien.



**Mesdames et Messieurs**

Souvent la densité et la qualité des actes posés au cours d'un mandat, valent mieux que la durée de celui-ci.

Amadou SOUMAHORO, Président de l'Assemblée nationale, seulement de 2019 à 2022, a gravé son nom dans les annales de cette Institution par l'adoption et la promulgation de la loi organique portant Statut des Députés dont il a fait l'épine dorsale de sa gouvernance dès son accession à la présidence de notre Institution.

Le choix porté sur ma personne pour rendre cet hommage à notre Président va dans le sens de la consolidation de la fraternité qui doit être au dessus de nos divergences idéologiques et politiques. Peut-on vivre une fraternité quand nos opinions divergent? C'est la mission d'éducation que doit s'assigner la représentation nationale; l'Assemblée nationale qui est par essence le lieu de l'expression de la pluralité des idées, le lieu par excellence de la tolérance car tout Député quoique élu d'une circonscription ou soutenu par une obédience politique, demeure Député de la Nation.

Nos comportements, la gouvernance de notre institution dans la convivialité, l'équité doivent transformer la vision des populations par rapport à la démocratie. Nous qui légiférons, notre ambition doit être de voter des lois dans l'intérêt général des populations dans toutes leurs composantes et diversités. Enfin, par notre tolérance, notre institution sera le creuset de la démocratie naissante de notre Pays.

Que cette disparition du Président Amadou SOUMAHORO qui nous rassemble, soit le levain de la nouvelle vision de la politique dans notre pays, loin de tout manichéisme. Vas en Paix, cher Ami rencontrer ton géniteur Losseni SOUMAHORO

Que la terre de tes ancêtres te soit légère.  
ADIEU CHER FRÈRE, CHER AMI !!!!  
ADIEU !!!!!!!

Fait à Séguéla, le 12 mai 2022

Pr. Maurice KAKOU GUIKAHUÉ  
Député de Dougrouपालegnoa, Doukouyo,  
Gnagbodougnoa Com et S/P et Gagnoa S/P.

## Utilisation du reliquat des DTS en Guinée : Le CNRD annonce de gros projets dans des fiefs de Dalein



**O**n en sait un peu sur les projets qui seront financés par les 150 millions de dollars issus des droits des tirages spéciaux récemment annoncés par le gouvernement de la Transition. Au moins une partie va servir à la construction des infrastructures sportives le long de la route Le Prince. Il s'agit des 20 millions de dollars US dont il a été question dans le compte rendu du conseil des ministres de ce jeudi 12 mai.

Dans un entretien téléphonique accordé à GuinéeNews, le porte-parole du gouvernement a fait cette annonce qui ne doit pas passer inaperçue dans cette partie de la banlieue nord de Conakry, réputée pour son manque d'infrastructures publiques pour les jeunes, mais aussi acquise à l'opposant Cellou Dalein Diallo.

Abordant le sujet, Ousmane Gaoual explique : « quand les DTS ont été distribués, sur les 150 millions, il restait 20 millions qui n'étaient pas affectés à des projets ». Poursuivant, il ajoute

: « le ministre de la jeunesse a présenté des projets de création d'infrastructures sportives le long de l'axe, à Bambéto, Cosa, des salles de Gym, des équipements sportifs... On a décidé que les 20 millions qui restent doivent être affectés spécialement aux projets du ministre de la Jeunesse et des sports. »

Parmi les autres ministères bénéficiaires des DTS, il y a le ministère de l'Urbanisme. « C'est sur les DTS qu'on m'a donné l'argent pour faire les cités de Donka et pour faire Keitaya aussi », confie le chef dudit département. Sans préciser le montant de ces deux projets.

A rappeler que le compte-rendu du conseil des ministres, il est indiqué que « le Premier Ministre a, sur Instruction du Président de la Transition, Chef de l'Etat, demandé que le reliquat des vingt millions soit affecté à Bambéto, pour l'exécution des travaux du Ministère de la Jeunesse et des Sports. »

Source : GuinéeNews



## MERCATO-PSG : Zahavi propose au Qatar le successeur de MBAPPÉ !

**P**ini Zahavi, qui a déjà aidé le Paris Saint-Germain par le passé avec Neymar, aurait la solution pour le probable départ de Kylian Mbappé.

On attend avec impatience la grande annonce. Après des mois de débats, le dénouement semble être tout proche pour Kylian Mbappé, dont le contrat avec le Paris Saint-Germain se termine le 30 juin prochain. Il ne reste plus que quelques jours avant la fin de la saison, annoncé comme le moment pour Mbappé annoncer sa véritable décision et du côté de Doha on attend toujours la réponse à une prolongation pharaonique. Certains pensent même que le suspens pourrait être levé dès ce dimanche, puisque Mbappé a insisté pour être présent à la cérémonie des trophées UNFP... alors même que tout le PSG sera en stage au Qatar à ce moment-là ! Un scénario d'ailleurs abordé ce vendredi par Mauricio Pochettino. « C'est une question pour Kylian.

J'espère que non (qu'il n'annoncera rien), parce qu'on sera au Qatar, le reste du club » a déclaré en conférence de presse le coach du PSG. « Et dans tous les cas, s'il y a une communication, on espère qu'elle sera positive pour le club. Mais je ne crois pas. Et dans tous les cas, c'est une question pour lui ». En attendant, en Espagne on continue à parler d'un Real Madrid serein, sûr de pouvoir enfin recruter après les échecs de 2017 et de l'été dernier.

### ZAHAVI A PROPOSÉ LEWANDOWSKI AU PSG

Comme nous vous l'avons expliqué sur le10sport.com, le Paris Saint-Germain mise tout sur la prolongation de Kylian Mbappé, mais il faudra obligatoirement envisager le pire... et surtout commencer à s'y préparer ! Erling Haaland désormais parti à Manchester City, le PSG a vu une piste partir en fumée,

mais semble déjà s'être tourné vers Darwin Núñez de Benfica ou encore Mohamed Salah de Liverpool. Et pourquoi pas Robert Lewandowski ? C'est une piste que nous vous avons déjà parlé en aout dernier, mais qui ces derniers mois a surtout été lié au FC Barcelone, un autre club à la recherche d'attaquants. D'après les informations de La Gazzettadello Sport, le Polonais ne souhaite pas prolonger son contrat aux conditions du Bayern Munich et son entourage se serait déjà mis au travail pour lui trouver une porte de sortie. Ainsi, le quotidien explique que Pini Zahavi aurait tout récemment proposé les services de Lewandowski au PSG, mais également au FC Barcelone. L'agent de Lewandowski entretient d'excellentes relations avec les propriétaires qataris, puisqu'il a notamment été la clé du dossier Neymar en 2017.

Source : le10sport.com



## Journées Sportives et citoyennes pour la consolidation de la paix : Bandiagara revivifié par le ministre Mossa Ag Attaher



Le ministre de la Jeunesse et des Sports, chargé de l'Instruction civique et de la Construction citoyenne, Mossa Ag Attaher, a procédé, le Vendredi 13 mai 2022, au lancement solennel des Journées Sportives et Citoyennes de Badiagara. C'était en présence de l'ensemble des autorités locales, coutumières, traditionnelles et religieuses, des femmes et des jeunes, des hommes de culture et de médias de la région.

Cette initiative du gouvernement, à travers le département de la Jeunesse et des Sports, soutenue par certains partenaires notamment Plan International, l'UNFPA et l'UNESCO, est un cadre d'échanges, de promotion des activités de saine occupation de la jeunesse, de

promotion de la paix par le sport, et du vivre ensemble dans l'espace de Bandiagara. Au cours de la cérémonie de lancement, le public était émerveillé par un spectacle digne du pays Dogon, à travers la danse de masques, la lutte traditionnelle et autres démonstrations artistiques.

Au-delà des animations, des messages de cris de cœur ont été lancés par la jeunesse de la région. Elle demande aux autorités de la Transition le renforcement de dispositif sécuritaire dans la région, le retour rapide de la population déplacée à cause de la crise, la réouverture des écoles dans certaines localités de la région, le retour de la confiance entre la population et les forces de sécurité, la rénovation

du stade municipal, l'organisation de façon régulière des activités culturelles et sportives entre autres.

L'un des moments forts de la cérémonie a été la remise de vivres et de semences à plusieurs familles de la région. En partenariat avec le Ministère du Développement Rural et le Commissariat à la Sécurité Alimentaire, le ministre Ag Attaher a apporté à la population de Bandiagara une quinzaine de tonnes de vivres et une importante quantité de semences de mil et de niébé wilibali. L'inauguration de la toute nouvelle Maison des Jeunes a été un des moments forts tant attendu par la jeunesse de Bandiagara.

Dans son discours, le ministre Mossa Ag At-

taher n'a pas manqué de parler la fascination qui était la sienne l'univers qu'est l'espace multiculturel de Bandiagara. Un espace qui, à ses yeux, est sans conteste l'une des régions la plus pittoresque du Mali, de par sa beauté et sa diversité à l'image de la mosaïque constituée d'hommes et de femmes, le style architectural des maisons, le mode de vie des habitants... « Cet espace captivant qui, depuis les basses terres, s'élève pour se casser en un pic qui domine la plaine de gondo-seno que sont les falaises de Bandiagara, espace qui charme les visiteurs même les plus avisés ». Et le ministre de magnifier davantage : « La Cité légendaire de Bandiagara, classée patrimoine mondial, culturel et naturel de l'humanité par l'UNESCO depuis plus de 30 ans, est comme un temple où l'on ne pénètre que si l'on s'est patiemment initié à admettre l'étrangeté radicale d'un univers culturel dont les valeurs reposent sur des croyances extraordinairement complexes et riches.

Je puis sans force modestie dire que Bandiagara est un espace de pèlerinage pour se ressourcer dans les profondeurs de notre humanisme profondément et jalousement conservé. Je voudrais à cet effet dire à Bandiagara, gardien du temple, Merci.

Bandiagara de Nagabonou Tembely, de ses frères Ouologuem, Djiguiba, Bandiagara des grands savants, et à ce titre, comment ne pas citer Amadou Hampathé BA, cet homme qui a tant chéri et magnifié ce légendaire. Bandiagara, ville de tolérance, de culture, ville cos-

mopolite où les communautés ont, depuis les temps immémoriaux, vécu en parfaite harmonie conformément aux valeurs humaines d'hospitalité, de solidarité, du vivre ensemble, nous te célébrons aujourd'hui. Mais, Bandiagara meurtri, Bandiagara déshérité, Bandiagara à bout de souffle. Bandiagara que te reste-t-il d'autre à faire que de renaître ? Alors, tes fils, unis comme un seul homme n'ont d'autre choix que de se donner la main pour recoudre les liens de fraternité bâtis des millénaires durant.

Occasion pour lui de lancer un appel à ses frères dogon et peulh, à savoir l'appel de Bandiagara, pour qu'à partir des valeurs qui sont leurs, ils retrouvent autour de ce qui les unit et qui fait la fierté de tout le Mali. « Monsieur le Gouverneur, en venant dans cet espace culturel de l'humanité, chanté et vanté par le monde entier, j'ai voulu relever un défi, celui de placer la jeunesse malienne, je dis bien placer la jeunesse malienne, à l'école de la fierté, de la dignité, de l'honneur, de l'humilité, de la créativité, de la diversité, de la paix et du vivre ensemble. Notre pays est un pays divers et pluriel, divers et pluriel par ses couleurs, divers et pluriel par son drapeau, divers et pluriel par son hymne, divers et pluriel par ses héros, divers et pluriel par la nature de son sol, divers et pluriel par toutes ces belles démonstrations auxquelles nous venons d'assister.

Les présentes Journées sportives et citoyennes de la jeunesse à Bandiagara encouragées et soutenues par les plus hautes

autorités du pays et dont nous procédons au lancement avec beaucoup de fierté, visent à consolider cet élan d'édification de notre communauté malienne à travers sa belle et riche diversité. Elles visent à prouver le caractère arc-en-ciel de notre nation, quelle belle image ! Que nous nous retrouvions ici parmi vous aujourd'hui n'est nullement le fait d'un hasard. D'ailleurs, il n'y a pas de hasard, il n'y a que des rencontres. Cette rencontre s'inscrit pleinement dans la lumineuse vision du Président de la Transition, Chef de l'Etat, le Colonel Assimi GOITA, celui-là même qui a dédié son mandat à la tête de la Transition à la Jeunesse... ».

Parlant des Journées sportives et citoyennes de la Jeunesse, il dira qu'elles offrent aussi un cadre d'échange et de partage sur les mécanismes de promotion de la paix, de la réconciliation et du vivre ensemble dans l'espace de Bandiagara. Ce cadre sera un moment important d'appropriation des mécanismes de gestion de conflit expérimentés dans la Région et qui ont abouti à des résultats concluants. Il permettra aussi de cerner le rôle des jeunes dans cette gestion des conflits. Dans cet espace, il s'agit aussi d'engager des échanges féconds sur l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali en vue d'une meilleure appropriation de cet instrument qui doit plus unir le peuple malien et le mobiliser autour des idéaux du développement.

Des perspectives du département, il en a été question. Sur ce registre, le ministre dira que son département, qui travaille sur l'intensification et la densification des actions de promotion de la citoyenneté, lancera prochainement le processus d'élaboration de la Charte de la citoyenneté et du passeport de la citoyenneté. « Nous œuvrons également au renforcement du Service National des Jeunes en le dotant d'un Plan décennal de développement. A ce titre, sur instruction du Président de la Transition, tous les nouveaux fonctionnaires feront leur service militaire obligatoire avant leur affectation dans leur poste respectif », a conclu le ministre, non pas sans parler du renforcement du Centre National de Promotion du Volontariat dont la Politique nationale est en phase de finalisation.

■ Yama DIALLO





## Bélier (21 mars - 19 avril)

Le milieu professionnel est favorisé par les excellents transits du jour. Vous êtes mis en lumière, dynamique, et vous faites preuve d'une grande confiance en vous. Vous êtes lucide, serein et combatif ! Profitez donc de tous ces atouts du jour.

Le côté financier ne vous pose pas de problème pendant cette période faste. Les bons transits du moment vous sont favorables et c'est tant mieux. Mais ce n'est pas une raison pour dépenser sans compter. Il faut tout de même penser aux lendemains !



## Taureau (20 avril - 19 mai)

Aujourd'hui, côté professionnel, rien ne se passe comme vous l'aviez prévu. On peut dire que vous pédalez un peu dans la semoule. Vous partez dans tous les sens, sans trouver le bon chemin et c'est plus une perte de temps, qu'autre chose.

Le terrain est glissant du côté de vos finances. Vous n'avez pas toutes les clés, du coup, vous perdez non seulement du temps, mais aussi de l'argent. Vous cherchez des solutions rapides, pour renflouer vos comptes, la situation vous stresse.



## Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Vos collègues n'auront pas vos faveurs, ni même votre estime... Pour vous, ce seront avant tout des concurrents... Donc, pas de conseils, pas d'échanges constructifs, pas de coup de pouce... Vous vous comporterez comme si vous étiez seul dans l'entreprise.

Votre visibilité financière à long terme sera excellente. La planète Mercure fera une incursion dans un secteur de votre ciel astral se rapportant à l'argent... Vous pourriez aussi avoir beaucoup plus de responsabilités liées au patrimoine familial.



## Cancer (21 juin - 21 juillet)

Une désorganisation importante change vos plans ! Vous devez partir ou accepter un licenciement. Ce virage s'annonce être une chance ! L'inattendu vous accompagne ! Il faut vite réagir et suivre le destin ! Cette situation apporte une joie inattendue !

La meilleure solution pour économiser est d'éviter de sortir ! Les distractions amputent une partie du budget ! La sagesse est conseillée. Vos proches peuvent vous rendre un service pour économiser. Cela peut passer par des articles ou du mobilier.



## Lion (22 juillet - 23 août)

Vous ne lâchez rien ! La persévérance dont vous faites preuve aujourd'hui suscite l'admiration de vos collègues. Votre comportement est encore plus conquérant que d'habitude. La maîtrise des actes est parfaite, vous savez où et jusqu'où vous voulez aller.

Votre sens des valeurs, bien conscientisé, est un atout très important pour votre gestion financière. Vous parvenez à contrôler parfaitement toutes les dépenses que vous pourriez faire, et notamment cette envie de voyage qui vous prend un peu la tête !



## Vierge (23 août - 23 septembre)

Apparemment aujourd'hui, cher Vierge, vous prenez une revanche sur votre passé. Professionnellement, une belle surprise vous tombe sur la tête, vous ne pouvez pas dire que les astres ne vous ont pas gâté. Vos efforts sont loin d'être vains.

Les indicateurs financiers sont au vert, ce n'est pas pour cela qu'il faut dépenser votre argent n'importe comment. Vos finances pourraient bénéficier d'un coup de pouce inattendu, c'est une excellente nouvelle. Vous vous pincerez pour y croire !



## Balance (23 septembre - 22 octobre)

Vous ne rendrez pas la vie facile à vos collaborateurs, du moins ceux qui se trouveront sous vos ordres ! L'astre lunaire sera intransigeant... Aujourd'hui, vos consignes seront claires : dossiers à retravailler, encore et toujours ! Pas commode...

Des questions liées à un partage, à un remboursement, ou à un litige avec votre assureur concernant un sinistre pourront poser un énorme problème. Plus que jamais, votre rapport à l'argent sera conflictuel. Une assistance juridique ne sera pas à exclure.



## Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Vous travaillez d'arrache-pied ! Vos supérieurs aiment votre méthode de travail. Aujourd'hui, l'activité augmente et la cadence aussi ! Une désorganisation dans votre service pénalise votre rendement. Vous pourriez remplacer un collaborateur absent !

Il est compliqué de faire des économies ! Elles sont différées parce que les charges sont importantes. Vous êtes dans une période d'intenses dépenses ! Aujourd'hui, penser à l'argent peut vous stresser du matin au soir ! Il est urgent de lâcher prise !



## Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Avec une telle créativité aujourd'hui, les métiers artistiques sont largement favorisés. Mais votre grande imagination est utile dans tous les domaines professionnels, et une belle surprise pourrait même se produire. Vous adorez votre travail !

Le bel aspect Vénus/Jupiter dans le domaine de l'argent est de très bon augure et promet une expansion certaine de vos finances. Essayez de tempérer votre comportement d'adolescent aujourd'hui, qui pourrait vous pousser à faire des folies financières !



## Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Vous prenez de nouvelles initiatives, professionnellement vous êtes épanoui, mais il manque un petit quelque chose que vous n'arrivez pas à identifier. Peut-être que si vous aviez des moyens supplémentaires, tout irait beaucoup mieux. Aujourd'hui, les rentrées d'argent se font rares, les astres n'ont pas prévu de grands mouvements sur vos comptes. Cependant, surveillance et prudence sont conseillées. Ne faites pas de folies avec votre argent. Les grosses dépenses sont à éviter.



## Verseau (20 janvier - 19 février)

Ce sera le moment de parler de votre statut à vos supérieurs afin de mieux stabiliser votre carrière. Ami Verseau, un détail important : il faut savoir mettre le poing dans sa poche au moment opportun, sous peine de se faire taper sur les doigts.

Le Soleil sera le maître des Euros ! Chance ultime, il sera aussi présent dans votre signe... Revenus boostés, budget consolidé, et pourquoi pas augmenté, votre épargne pourra même en ressortir bonifiée ! À vous de tenir le rythme des bonnes résolutions.



## Poisson (19 février - 21 mars)

Les relations de travail apportent des amitiés. Soyez tout de même prudent ! Gardez vos rêves professionnels secrets. Du côté des tâches, elles deviennent agréables. Vos fonctions peuvent vous mettre au contact d'une clientèle. Gardez confiance en vous !

Embellir votre quotidien, coûte de l'argent. Vous devez réaliser des économies. Un projet peut représenter beaucoup d'argent. Il est lié à un achat mobilier. Refaire la décoration vous oblige à sortir de l'argent. Vous avez envie de vous faire plaisir.

L'information est l'oxygène des temps modernes


# Malikilé


QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS




Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ...  
n'hésitez pas, contactez nous au :

# 70 44 22 23

 Journal Malikilé

 +223 70 44 22 23

 ampikile@gmail.com

 www.malikile.com